

Rapport d'activités 2013-2014



Fédération des femmes
du Québec

Table des matières

Le mot du CA	5
La mission de la Fédération des femmes du Québec	6
La Déclaration de principes	7
Rappel des priorités annuelles votées lors de la dernière assemblée générale annuelle	8
L'avenir d'un projet féministe de société	8
La défense de droits	8
La vie associative	9
L'avenir d'un projet féministe de société	9
Les États généraux de l'action et de l'analyse féministes.....	9
Bilan de la FFQ quant à la démarche et aux objectifs de départ	9
Retour dans le temps... Été 2013 : dernier virage avant le Forum.....	10
Le Forum des États généraux : un moment historique	12
Et après ?	13
Le congrès d'orientation de la FFQ	14
La Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes (CQMMF)	15
Le Forum social des peuples Canada – Québec – Peuples autochtones.....	17
La solidarité avec les femmes autochtones.....	17
La défense de droits.....	19
Politiques néolibérales et impacts sur les femmes.....	19
ALÉNA, 20 ans plus tard	19
Coupes à l'aide sociale.....	20
Assurance-emploi.....	20
Budget du Québec 2014-2015	21
Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics.....	21
8 mars 2014	22
Femmes âgées	23
Revenus de retraite.....	23
Régimes volontaires d'épargne-retraite	24
Livre blanc sur l'assurance autonomie	24
Comité des femmes âgées	25
Conciliation travail-familles-études	26
La campagne électorale provinciale	26
La laïcité	27
Lutte contre la violence envers les femmes	29
Les 12 jours d'action pour l'élimination de la violence envers les femmes	29
Politique fédérale en matière de violence envers les femmes	30
Meurtres et disparitions de 800 femmes autochtones	30

Lutte contre les discriminations.....	31
Les travailleuses domestiques.....	31
Comité des femmes immigrantes et racisées.....	31
Campagne contre les stéréotypes et le sexisme.....	32
Lutte contre la mondialisation capitaliste et patriarcale.....	32
Comité femmes et mondialisation.....	32
Militarisation.....	32
Recherche sur les travailleuses de Walmart.....	32
Accords de libre-échange.....	33
Les solidarités.....	33
La vie associative et interne.....	34
Les membres.....	34
La cotisation.....	34
L'assemblée générale annuelle.....	34
Le Prix Idola St-Jean.....	35
La Maison Parent-Roback.....	35
Les communications.....	35
Forum des États généraux.....	36
Communications externes.....	36
Accessibilité aux activités.....	37
Communications internes.....	37
Le développement, la promotion et le financement.....	37
Le développement financier.....	37
Regroupement des organismes en défense collective des droits.....	38
Réseau québécois de l'action communautaire autonome.....	38
Annexe 1 – Les membres des différentes instances et les contractuelles.....	39
Annexe 2 – Les rapports des collectifs régionaux.....	43
Annexe 3 – Les alliances.....	45
Annexe 4 – Liste des acronymes.....	46
Annexe 5 – Communiqués de presse.....	48
Annexe 6 – Les militantes et les bénévoles des États généraux de l'action et de l'analyse féministes.....	49

Le mot du CA

C'est avec fierté que le conseil d'administration vous livre le rapport d'activités 2013-2014.

Le Forum des États généraux de l'action et de l'analyse féministes, qui a connu une mobilisation inattendue et un succès important, est probablement l'événement majeur de l'année écoulée. Le fait d'y avoir rassemblé au-delà de mille femmes de toutes les régions et de milieux divers, témoigne d'un mouvement féministe et d'une FFQ dynamique et en santé.

Les outils préparés pour ce Forum et les échanges qui y ont pris place, ont mis en évidence un bon nombre de priorités du mouvement féministe. Avec ce Forum, de nouvelles voies s'ouvrent à nous; les perspectives qui ont été adoptées lors du Forum seront une source d'inspiration pour la FFQ, notamment dans la préparation du Congrès d'orientation de la FFQ qui aura lieu en 2014. Les idées ne manquent pas! Le conseil d'administration souhaite remercier de tout cœur les militantes et les travailleuses qui ont porté le projet des États généraux pendant trois ans.

Toute l'année, la FFQ a préparé le débat sur le projet de charte des valeurs et y a pris part. Toujours respectueuse des autres, critique mais constructive et confiante, la FFQ, par son effort soutenu, est intervenue de façon constante et s'est découverte un nombre important de personnes et d'organisations alliées. En produisant plusieurs outils pour réfléchir au sujet de la laïcité, la FFQ a rebâti sa réputation éprouvée par des mensonges répétés sans discernement contre elle, dans l'espace public.

Ceci étant dit, le débat entourant le projet de charte des valeurs a mené à des débordements majeurs, notamment racistes, dont les effets

continueront à marquer le tissu social pour les années à venir. De son côté, la FFQ demeurera partie prenante de la lutte aux inégalités et à l'exclusion, et pour la laïcité de l'État, tout en surveillant la place du conservatisme et des fondamentalismes, religieux, économiques et politiques dans la société.

Par ailleurs, la FFQ a dénoncé l'instrumentalisation de l'égalité à des fins électorales et politiques. Il est paradoxal qu'un gouvernement ayant passé son temps à défendre l'égalité hommes-femmes, soit incapable de répondre adéquatement au mouvement féministe sur la majorité des enjeux féministes.

En effet, il est douloureux de constater à quel point les majorités des partis politiques et les gouvernements peinent à intégrer une approche féministe dans l'élaboration de leurs programmes et de leurs politiques. La FFQ devra aiguïser ses stratégies, car ses idées sont loin d'être la priorité et, à quelques exceptions près, ne semblent même pas dans leur champ de vision. Une autre activité dont la FFQ a lieu d'être fière, le débat électoral sur les enjeux féministes, a d'ailleurs montré la pauvreté de la réflexion de la plupart des partis politiques en ces matières.

Rappelons que la FFQ continue à s'organiser du mieux qu'elle peut avec une situation financière des plus instables. Le budget annuel de la FFQ a subi une importante baisse et le financement récurrent de l'État n'en représente plus que 12,5%. C'était donc avec bonheur que nous avons accueilli la décision des organisations syndicales de verser 50 cents sur chaque épinglette du 8 mars vendue, ce qui représente environ 50 000 \$ par année. La FFQ doit annuellement partir à la recherche d'environ 75 % de son budget. D'ailleurs, nous tenons à remercier les donatrices et les donateurs à la Fiducie de la FFQ et encourageons les membres qui ne l'ont pas encore fait à devenir donatrices mensuelles: 12 \$ par mois peut faire toute une différence pour la FFQ!

Enfin, le conseil d'administration souhaite remercier l'équipe pour la qualité de son travail et de son engagement. Comme vous le savez, la FFQ a dû procéder à une réorganisation des postes il y a deux ans pour tenir compte de la réduction des ressources, passant de sept à six travailleuses. Quatre d'entre elles travaillent 32 heures à la place de 35 heures et la FFQ a moins souvent recours à des contractuelles, faute d'argent. Après avoir expérimenté la nouvelle organisation du travail pendant deux ans, le conseil d'administration l'a tout récemment convertie en postes permanents. Celui-ci est confiant d'avoir bien réparti les responsabilités eu égard aux tâches à assumer et il est heureux de pouvoir offrir aux travailleuses une stabilité qu'elles sont en droit d'attendre.

En terminant, le conseil d'administration tient à saluer l'excellent travail d'Ève-Marie Lacasse, coordonnatrice depuis quatre ans, qui vient de nous quitter après avoir « tenu le fort » dans une conjoncture mouvementée. Ève-Marie a décidé de vivre de nouvelles aventures en coopération internationale. Nous lui souhaitons bonne chance!

La mission de la Fédération des femmes du Québec

La FFQ est un organisme non partisan d'éducation et d'action politique qui exerce un rôle critique, de pression, de concertation et de mobilisation. La Fédération des femmes du Québec a été fondée en 1966, à l'initiative de Madame Thérèse Casgrain, pour défendre les intérêts et les droits des femmes par la lutte collective.

La FFQ est une organisation féministe autonome qui travaille, solidairement et en alliance avec d'autres groupes, à la transformation des rapports sociaux de sexe dans toutes les activités humaines, en vue de favoriser le développement de la pleine autonomie des femmes et la reconnaissance véritable de l'ensemble de leurs contributions à la société.

Ainsi, ses principaux objectifs sont de promouvoir et de défendre les intérêts et droits des femmes et de lutter contre toutes les formes de violence, de discrimination, de marginalisation ou d'exclusion à l'égard des femmes. Elle vise l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes dans tous les secteurs de la société et travaille à la mise en oeuvre des conditions qui facilitent l'atteinte de cet objectif dans une perspective plurielle, c'est-à-dire permettant d'intégrer les femmes dans toute leur diversité d'expériences, d'appartenances ou de provenances. La FFQ est un carrefour qui se veut représentatif du pluralisme de la société québécoise et de la diversité du mouvement des femmes, particulièrement des femmes en situation de

pauvreté ou qui sont exposées à vivre des discriminations en fonction, notamment, de leur couleur, de leur origine ethnique, de leur orientation sexuelle, de leur handicap, de leur âge, de leur religion ou de leur mode de vie.

Au sein du mouvement des femmes, elle assume un leadership collectif en vue de réagir aux enjeux de société auxquels les femmes sont confrontées. À l'échelle internationale, elle se préoccupe, dans le cadre de son action et des moyens dont elle dispose, de développer des liens de solidarité avec d'autres groupes de femmes à travers le monde.

La Déclaration de principes

Année après année, le travail de la FFQ s'ancre dans sa déclaration de principes adoptée en 2004 définissant les fondements de son action féministe :

« La Fédération des femmes du Québec affirme son orientation féministe, dans une perspective plurielle et pluraliste. La Fédération est un lieu de militantisme et d'action, d'analyse et de réflexion, de débat, de formation et de concertation ouvert à toutes les femmes, sans distinction de couleur, d'orientation sexuelle, d'état civil, de religion, de convictions politiques, de langue, d'origine ethnique ou de nationalité, de condition sociale, d'âge, de condition physique et mentale (en accord avec l'article 10 de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec).

À l'intérieur du mouvement des femmes, la FFQ s'inscrit dans le courant qui s'attaque aux systèmes d'oppression ou de domination que sont le patriarcat, le capitalisme, le racisme, l'impérialisme et l'hétérosexisme qui

marginalisent et exploitent les femmes aux plans social, économique, culturel, politique et religieux, à l'échelle québécoise, canadienne et internationale.

En prenant position en faveur des droits des femmes, elle remet en cause tout système et toute pratique qui génèrent et entretiennent la violence, la pauvreté, la domination, l'intolérance, la discrimination et l'exclusion. Elle agit selon des valeurs d'égalité, d'équité, de dignité, de justice, de solidarité sociale, de respect des personnes et fait la promotion de ces mêmes valeurs. Ses actions visent, à court, moyen et long terme, à valoriser les acquis féministes, à améliorer les conditions de vie des femmes, y compris l'atteinte de l'équité entre les femmes elles-mêmes, et à transformer en profondeur la société.

La FFQ lutte pour l'émancipation des femmes et affirme leur droit à une participation intégrale et libre à la vie sociale, culturelle, politique et économique. Pour que se transforme réellement la société, la responsabilité du développement humain doit être prise en charge collectivement et le pouvoir doit être réorganisé afin d'en assurer un partage plus équitable ou plus horizontal. La FFQ travaille donc à la construction d'une société juste, solidaire, véritablement démocratique, égalitaire et pacifique tant au niveau québécois, canadien qu'international et dans le respect de l'autodétermination des peuples. »

Rappel des priorités annuelles votées lors de la dernière assemblée générale annuelle

Depuis le Congrès d'orientation de 2003, la FFQ concentre son travail principalement autour des quatre grandes orientations, soit l'élimination de la pauvreté, l'élimination de la violence envers les femmes, l'élimination des discriminations envers les femmes, ainsi que la lutte contre la mondialisation capitaliste et patriarcale. Les priorités adoptées en mai 2013 concernaient plusieurs de ces orientations à la fois. Les revoici :

L'avenir d'un projet féministe de société

- Permettre au mouvement féministe de se doter d'une vision collective des orientations à prendre pour réaliser un projet féministe de société en poursuivant **la coordination et l'organisation des États généraux de l'action et de l'analyse féministes**.
- Donner le moyen à la FFQ et à ses membres de prendre acte des conclusions des États généraux et de décider des moyens d'actualiser le rôle, les orientations et la structure de la FFQ

en mettant sur pied **un comité chargé de préparer le processus et les sujets à débattre lors du congrès d'orientation** de la FFQ en novembre 2014.

- **Coordonner les travaux réalisés par la Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes (CQMMF)** concernant la mise à jour du fonctionnement de la Marche mondiale des femmes au Québec, la révision de ses structures, tout en peaufinant son analyse sur les objectifs à atteindre. Réfléchir aux implications et aux suites à donner à l'idée que la MMF est un mouvement permanent et en action à l'année longue, notamment en participant à la Rencontre internationale au Brésil en août 2013.
- **Contre la droite politique, sociale, économique et religieuse au Québec et au Canada**, contribuer au développement d'un véritable mouvement féministe pancanadien et développer une alliance entre les mouvements sociaux du Québec, du Canada et chez les Autochtones, en participant à la préparation et à la mobilisation au Forum social des peuples qui aura lieu à la fin de l'été 2014.
- Contribuer au développement d'**une relation égalitaire entre peuples québécois et autochtones** en continuant à ancrer l'esprit du protocole de solidarité signé en 2004 dans toutes les dimensions du travail de la FFQ.

La défense de droits

- **Défendre le droit de toutes les femmes à l'égalité et faire la promotion d'un féminisme utilisant le cadre d'analyse intersectionnelle dans les débats publics** en réagissant à la conjoncture dans les médias, les médias sociaux et par la

mobilisation sur des enjeux québécois, pancanadiens et internationaux jugés prioritaires par le conseil d'administration¹.

- **Contre les stéréotypes et le sexisme** en développant une campagne annuelle de sensibilisation, d'éducation et d'action à forte participation citoyenne².
- S'assurer que les partis politiques et les débats publics intègrent **une dimension féministe** lors de la prochaine campagne électorale provinciale, notamment en organisant un débat des partis sur les enjeux féministes et leurs engagements à cet égard.
- **Démystifier et faire connaître la position de la FFQ sur la laïcité** en publiant des outils d'information et en participant aux consultations gouvernementales, s'il y a lieu.

La vie associative

- **Mieux faire connaître le travail effectué par les militantes et augmenter leur apport** au rayonnement de la FFQ en développant une plus grande interaction entre les comités, les collectifs régionaux, l'équipe, le conseil d'administration et en recrutant de nouvelles militantes, et ce afin de faire bénéficier les membres des connaissances, projets et idées qui s'y développent.
- **Valoriser la reconnaissance des récipiendaires du Prix Idola St-Jean**, promouvoir la FFQ et ajouter une dimension collective de fonds en relançant le Prix, le 23 ou 24 avril prochain, lors d'un événement renouvelé.
- **Continuer à améliorer les communications de la FFQ** afin d'augmenter le sentiment d'appartenance et d'inclusion à l'organisme, d'assurer la circulation de l'information, de fournir des espaces d'interactions avec les

membres et le public, et de bien positionner la FFQ dans l'espace public.

- **Stabiliser la situation financière de la FFQ** en récoltant 680 000 \$ pour l'année 2013-2014, notamment en élargissant le bassin de donatrices et de donateurs.

L'avenir d'un projet féministe de société

Les états généraux de l'action et de l'analyse féministes

Priorité 2013-2014 : Permettre au mouvement féministe de se doter d'une vision collective des orientations à prendre pour réaliser un projet féministe de société en poursuivant la coordination et l'organisation des États généraux de l'action et de l'analyse féministes.

Bilan de la FFQ quant à la démarche et aux objectifs de départ

La démarche des États généraux de l'action et de l'analyse féministes, entreprise il y a trois ans environ, s'est conclue au mois de novembre 2013 avec le Forum des États généraux. La préparation de celui-ci a été la priorité de l'équipe de la FFQ en 2013-2014.

Il est encore tôt pour faire le bilan complet de la démarche puisqu'elle n'est pas terminée pour la FFQ, dans la mesure où un congrès d'orientation aura lieu en novembre 2014. Ceci étant précisé, on peut constater qu'au sortir de cette démarche, certaines perspectives se dégagent. Il y a amplement de contenus à développer pour la FFQ qui, lors du

1 Pensions à l'avortement, l'aide sociale, la retraite, l'assurance-emploi, les droits des femmes palestiniennes, la culture du viol, le harcèlement et l'intimidation, l'aide domestique, etc.

2 Cette priorité était conditionnelle à l'obtention du financement pour la réaliser.

congrès d'orientation, aura l'occasion de décider des orientations à donner à son travail sur les enjeux de société qui ressortent des États généraux.

D'ores et déjà, voici plusieurs constats et pistes d'actions que la FFQ peut retirer des États généraux :

- La FFQ note l'importance d'adopter une vision globale du bien-être des femmes, des communautés, des écosystèmes et des peuples dans son travail et ainsi refuser l'analyse et le travail en silo.
- Le mouvement doit mettre plus d'énergie dans le développement d'alternatives au capitalisme et identifier les moyens de concrétiser une rupture avec celui-ci.
- Si l'on veut repenser l'ordre actuel, il est incontournable de reconnaître comment les systèmes patriarcal et hétérosexiste, capitaliste, raciste et colonialiste interagissent pour créer de la domination, de l'exclusion et de la violence envers les femmes.
- Les enjeux environnementaux sont importants au point où le mouvement féministe devra effectuer un virage écologiste dans ses travaux.
- Le mouvement féministe doit veiller à éviter toute oppression dans ses propres rangs, à reconnaître la diversité des femmes et des féminismes, à traiter d'égal à égal avec les femmes autochtones dans le respect de leur autodétermination et à assurer l'inclusion active et démocratique de femmes de toute provenance, de toute appartenance culturelle ou religieuse ou porteuses de toute problématique particulière.
- L'on vit dans un système encore qualifié de démocratique, mais dont les réels pouvoirs sont exercés par un nombre restreint de personnes et d'organisations. Les mouvements sociaux devront repenser leur rapport à la démocratie libérale et à la société civile.

- Il n'est pas possible de faire l'économie des débats sur l'identité et le nationalisme, car ils peuvent instrumentaliser les discours féministes, créer de l'exclusion sociale et favoriser la xénophobie.
- Adopter des pratiques solidaires avec les peuples autochtones et apprendre d'eux permettra de rompre avec une histoire coloniale et de développer une relation égalitaire avec les premiers peuples.
- Les rapports sociaux de sexe inégaux continuent d'influencer le rapport à la sexualité, à l'identité de genre, aux relations amoureuses, à la famille, au travail, à la sécurité, à l'économie, à la politique. Ni les mouvements sociaux ni la société n'ont fini d'y réfléchir.
- La précarité économique, l'exclusion sociale, le repli identitaire, la peur pour l'avenir et les écarts de richesse contribuent au développement de différentes formes de fondamentalismes et à l'affaiblissement de la solidarité.

Retour dans le temps... Été 2013 : dernier virage avant le Forum!

Au mois de juin 2013 se terminaient les travaux des sept tables de travail des États généraux avec le dépôt des rapports finaux et la présentation des résultats aux membres du comité d'orientation. À partir des sept défis identifiés lors du colloque des États généraux de mai 2011 à Québec, sept tables de travail avaient été mises sur pied pour développer des contenus, des analyses et proposer des pistes de solution pour alimenter les réflexions du mouvement lors du Forum final des États généraux de novembre 2013. Parallèlement à la fin des travaux des tables, et après plusieurs mois de mobilisation à travers les régions du Québec, la tournée régionale de la FFQ dans le cadre des États généraux s'achevait en Abitibi-Témiscamingue et dans le Nord du Québec.

Sur le plan de la programmation, le comité organisateur du Forum composé de cinq militantes en plus de l'équipe de la FFQ, s'est assuré de faire circuler largement l'appel de propositions d'ateliers pour l'espace d'éducation populaire du Forum. Une soixantaine de propositions d'ateliers ont été reçues. Le comité organisateur du Forum s'est également chargé de la préparation des autres aspects de la programmation en définissant les balises de l'espace ouvert de discussion dont la programmation a été décidée sur place par les participantes au Forum, les activités artistiques telles que les projections de documentaires, l'atelier de création de bannières et de pancartes ou encore l'atelier de batucadas féministes. Enfin, le comité organisateur a mis en place pendant l'été 2013 un sous-comité chargé de l'organisation de la soirée d'ouverture du Forum axée sur la diversité des façons de dire et de mettre en action les féminismes à travers différentes prestations militantes et artistiques.

En préparation de l'espace formel de délibération, le comité processus a défini les grandes lignes du *Cahier de propositions du Forum*, à partir des rapports déposés par les tables de travail et de l'ensemble des réflexions produites dans le cadre des États généraux depuis le lancement de la démarche. Ce document central mettait donc la table pour les débats du Forum puisque ce sont sur ces propositions que les féministes présentes au Forum ont été amenées à se prononcer. Le *Cahier de propositions du Forum* est accessible en ligne (<http://www.etatsgenerauxdufeminisme.ca/index.php/propositions>). Il a été publié dès la fin de septembre 2013 et largement diffusé au sein du mouvement des femmes.

Relais-femmes, un partenaire du projet et un allié incontournable, a pris en charge le volet animation. L'organisme s'est notamment occupé de créer une banque d'animatrices et de recruter des secrétaires pour chacun des ateliers de délibération du Forum. L'équipe de Relais-femmes était également responsable de

la majeure partie de la production des outils et de la formation des animatrices pour le Forum.

Dans le cadre de la préparation logistique du Forum, un système d'inscription en ligne sur le site Internet des États généraux a été mis en place et une plate-forme d'hébergement solidaire et de covoiturage a été mise en ligne afin que les femmes puissent poster des annonces et entrer en contact de façon sécuritaire et autogérée. Le comité organisateur s'est également assuré de répondre le mieux possible à l'ensemble des besoins spécifiques exprimés par les participantes, que ce soit en termes d'accessibilité des locaux, d'interprétation ou encore de traduction.

Enfin, différents outils de promotion et de mobilisation ont été développés dans les mois précédents le Forum pour favoriser la participation d'un grand nombre de féministes provenant de divers horizons. Quatre séances ont été organisées dans le cadre d'un cours donné par la FFQ à l'UPop Montréal (www.upopmontreal.com) au Café l'Artère. Ces quatre séances ont porté sur quatre thématiques des États généraux, à savoir : le mythe de l'égalité atteinte et l'instrumentalisation du discours féministe par la droite (avec Alexa Conradi et Véronique Pronovost), le libéralisme économique et le retour des pratiques patriarcales (avec Gisèle Bourret et Michèle Spieler), les alliances entre femmes autochtones et allochtones (avec Viviane Michel, Widia Larivière et Camille Robitaille), et la question de l'intersection des oppressions (avec Anahi Morales et Geneviève Pagé). L'équipe de Vidéo Femmes a filmé chacune de ces séances, ce qui a permis de les rendre accessibles en ligne sur le site des États généraux.

Au fur et à mesure de l'entrée des inscriptions, une mobilisation ciblée a également été faite auprès de réseaux spécifiques pour s'assurer d'une diversité de participantes. Des tracts ont été produits et largement diffusés entre autres dans les milieux des groupes de femmes,

comités de condition féminine des syndicats, au sein des groupes et mouvement sociaux alliés ainsi que dans le milieu étudiant. Un partenariat a été mis en place avec Le Devoir, qui a permis la publication d'un Cahier spécial sur les thématiques des États généraux, un mois avant le Forum. Enfin, des affiches du Forum ont été diffusées dans des lieux stratégiques, quelques semaines avant le Forum.

Le Forum des États généraux : un moment historique !

Le Forum final des États généraux s'est déroulé du 14 au 17 novembre 2013, à l'UQAM et a rassemblé plus de 1 000 participantes venant des quatre coins du Québec, de tous âges et de toutes origines, incluant des centaines de nouveaux visages! Ce fut un moment riche en rencontres, apprentissages et débats, un moment historique pour le mouvement des femmes au Québec, vingt ans après le rassemblement *Pour un Québec féminin pluriel*.

Le Forum a permis d'adopter des propositions structurantes pour l'avenir du mouvement féministe au Québec, de renforcer les solidarités, la fierté féministe et le sentiment d'appartenance au mouvement. Les femmes réunies durant quatre jours ont adopté un nombre important de propositions qui actualisent l'analyse du mouvement féministe et donnent de réelles pistes et stratégies pour faire du féminisme la base d'un projet de société.

Le Forum a débuté par une soirée d'ouverture composée d'une série de prestations artistiques et militantes visant à mettre de l'avant la diversité des enjeux et des façons de se dire féministe! La journée du vendredi fut consacrée à l'éducation populaire féministe avec une programmation riche de plus de 60 ateliers proposés par des militantes et groupes d'horizons variés. Cette journée s'est terminée par l'ouverture de l'espace de délibération du Forum à savoir la présentation du Cahier de

propositions, en plénière, par des membres du comité d'orientation, suivie d'ateliers d'appropriation des différentes sections du Cahier en petits groupes, en vue de préparer les débats.

La journée du samedi fut consacrée aux débats sur les propositions du Cahier en deux étapes : les ateliers en petits groupes le matin pour permettre aux participantes d'échanger sur les propositions du Cahier et de déposer des amendements et nouvelles propositions, suivis de sept sous-plénières en après-midi (une par thématique du Cahier) visant à décider des propositions qui seraient amenées en plénière le lendemain. Les participantes ont également eu l'occasion de former des caucuses entre les ateliers du matin et les sous-plénières de l'après-midi pour échanger plus en détail et formuler des nouvelles propositions à déposer en sous-plénière. Les débats se sont faits de façon respectueuse et, malgré un nombre important de propositions à traiter en peu de temps, l'ensemble des sous-plénières ont pu soumettre leurs propositions à un comité de synthèse chargé de préparer la plénière du lendemain.

Quelques activités ont également été prévues lors de cette journée pour permettre aux participantes de se ressourcer en dehors des espaces de délibération (atelier de batucadas féministes, atelier de création de pancartes et bannières pour décorer la salle de plénière, ateliers d'éducation populaire sur la prise de parole dans les espaces de débat, etc.). Une table ronde a également été organisée avec Femmes autochtones du Québec pour créer un espace d'échange et de partage sur les solidarités à créer entre femmes autochtones et femmes allochtones, en collaboration avec la table Autodétermination des États généraux dont les travaux portaient sur cette thématique.

La journée du dimanche fut consacrée essentiellement à la plénière rassemblant près de 700 militantes et à l'adoption des propositions du Cahier ainsi qu'à celles déposées par les participantes lors du Forum.

Grâce au travail du comité de synthèse pour préparer la plénière, la plupart des propositions ont pu être traitées lors de cette assemblée marquée par l'adoption d'orientations importantes pour les années à venir. L'ensemble des propositions adoptées en plénière, ainsi que celles adoptées en sous-plénières (qui n'ont pas été traitées le dimanche par manque de temps) sont accessibles en ligne (<http://www.etatsgenerauxdufeminisme.ca/index.php/propositions-adoptees-le-16-et-17-novembre>).

La clôture du Forum a donné lieu à un appel à l'action lancé par les porte-parole des États généraux à l'ensemble du mouvement féministe sur la base des propositions adoptées et de l'ensemble du travail réalisé tout au long de la démarche. Cet appel s'est terminé au son des batucadas féministes qui ont envahi la salle et marqué la fin de cette journée historique à grands coups de slogans féministes et de percussions!

Plusieurs équipes ont été mises en place pour s'assurer du bon déroulement du Forum et travailler en lien étroit avec les membres du comité d'orientation et l'équipe de la FFQ. Une équipe de soutien et de médiation avait pour mandat de s'assurer du respect de *l'Engagement réciproque des participantes*. Ce texte, présenté lors de l'ouverture et diffusé auprès de chaque participante, consistait en un engagement moral et collectif à garantir un environnement de débat sain et respectueux. Ce texte fut rédigé par les membres du comité d'orientation sur la base des principes fondateurs des États généraux.

Un espace de médias citoyens a également été mis en place lors du Forum pour permettre à des participantes d'animer les médias sociaux et de publier des articles sur le Forum lors de l'événement.

Sur place, ce sont plus d'une soixantaine de bénévoles qui ont donné de leurs temps, énergies et bonne humeur pour soutenir l'équipe des organisatrices tout au long du Forum. Leur appui fut indispensable au bon

déroulement du Forum et toute l'équipe les remercie pour ce soutien précieux!

Et après?

Dès le lendemain du Forum des États généraux, un document rassemblant les propositions adoptées en sous-plénières et en plénière a été mis en ligne sur le site des États généraux pour une vaste diffusion. Dans les semaines qui ont suivi le Forum, des photos du Forum ont été publiées et une revue de presse a été réalisée.

Les évaluations du Forum ont été collectées (une version électronique du formulaire a été diffusée pour obtenir un taux de retour plus important) et compilées dans un document synthèse. Ces évaluations sont très positives dans leur ensemble, même si le manque de temps, notamment pour débattre et traiter de l'ensemble des propositions, a été soulevé à plusieurs reprises ainsi que la difficulté à s'approprier le processus décisionnel pour les participantes.

Il fut décidé que le site Internet des États généraux resterait accessible en ligne dans la mesure où il archive l'essentiel des informations et documents publics relatifs à la démarche. Une page *Wikipédia* portant sur la démarche des États généraux et rédigée collectivement, sera également diffusée prochainement.

Le comité d'orientation des États généraux s'est réuni pour la dernière fois les 1er et 2 février 2014 à Trois-Rivières afin de dresser son bilan de la démarche et de décider des suites qu'il souhaitait donner à ce processus ambitieux. Le comité a décidé de rédiger un bilan politique de la démarche accompagné d'un appel à l'action visant à interpeller les militantes et groupes féministes tout autant que les mouvements sociaux alliés sur les orientations qui ressortent de la démarche des États généraux. Ce bilan sera rendu public et diffusé largement début mai 2014.

Le congrès d'orientation de la FFQ

Priorité 2013-2014 :

Donner le moyen à la FFQ et à ses membres de prendre acte des conclusions des États généraux et de décider des moyens d'actualiser le rôle, les orientations et la structure de la FFQ en mettant sur pied un comité chargé de préparer le processus et les sujets à débattre lors du congrès d'orientation de la FFQ en novembre 2014.

Lors de l'AGA de 2010, il avait été décidé de tenir un congrès d'orientation dans l'année suivant la tenue du Forum de clôture des États généraux. Ainsi, au lendemain du Forum, le conseil d'administration de la FFQ a fait un premier bilan de cette démarche qui a mobilisé les forces vives de la FFQ depuis trois ans. « Pari tenu! », résume bien le bilan qu'a tiré le CA de cette audacieuse démarche. Mais, maintenant, avec toutes ces propositions mettant de l'avant un projet féministe de société, qu'en est-il pour la FFQ? Évidemment, la réalisation des propositions et les suites des États généraux ne reposent pas que sur la FFQ, mais sur l'ensemble du mouvement. Pour leur part, les membres de la FFQ seront appelées à décider quelles suites la FFQ devrait donner aux propositions des États généraux. Quelles influences devraient-elles avoir sur les rôles de la FFQ, ses orientations et priorités, ses stratégies, ses structures et sa vie associative? Cela sera l'objectif du congrès d'orientation en novembre 2014, 11 ans après celui de 2003.

Ainsi, avant même la tenue du Forum des États généraux, un comité congrès a été mis sur pied. Constitué de membres du conseil d'administration et de la coordonnatrice de la FFQ, ce comité a pour mandat de réfléchir à la démarche et de planifier les différentes étapes à prévoir en vue du congrès qui aura lieu à la date anniversaire du Forum des États généraux, les 14, 15 et 16 novembre 2014.

Pour commencer ses travaux, le comité s'est replongé dans plusieurs documents historiques de la FFQ, notamment la déclaration de principes, la plate-forme politique, les documents du congrès de 2003; dans les réflexions entourant le contexte sociopolitique d'il y a dix ans, au sortir de la Marche mondiale des femmes de 2000, mais aussi de celles de 2005 et 2010; dans les différents rapports d'activités de la FFQ depuis 2003.

Le comité congrès a recommandé au conseil d'administration de donner trois axes à la démarche menant au congrès et au congrès lui-même :

- 1) Dresser un bilan de la FFQ des dix dernières années avec les membres, lors de l'assemblée générale annuelle de mai 2014, à partir des décisions prises lors du dernier congrès d'orientation en 2003;
- 2) identifier lors de l'AGA en mai 2014, ce qui, parmi les décisions et pratiques des États généraux, interpelle la FFQ dans son action future;
- 3) adopter lors du congrès en novembre 2014 les orientations de la FFQ dans l'avenir de manière à tenir compte du bilan des membres et des perspectives qui ressortent des États généraux.

La Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes (CQMMF)

Priorité 2013-2014 : Coordonner les travaux réalisés par la Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes (CQMMF) concernant la mise à jour du fonctionnement de la Marche mondiale des femmes au Québec, la révision de ses structures, tout en peaufinant son analyse sur les objectifs à atteindre. Réfléchir aux implications et aux suites à donner à l'idée que la MMF est un mouvement permanent et en action à l'année longue, notamment en participant à la Rencontre internationale au Brésil en août 2013.

En août 2013 avait lieu la 9^e Rencontre internationale de la Marche mondiale des femmes au Brésil. Les trois déléguées de la Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes (CQMMF) à cette rencontre étaient Alexa Conradi comme présidente de la FFQ et porte-parole de la CQMMF, Céline Breton de la Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, et Julie Martineau du Comité québécois femmes et développement de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale. Emilia Castro de la Coalition régionale de la MMF de Québec, y a également participé à titre de représentante des Amériques au Comité international de la MMF.

Cette rencontre a réuni 140 déléguées internationales de 50 pays répartis sur les cinq continents. En parallèle avait lieu une rencontre du mouvement féministe au Brésil qui a rassemblé 1 500 Brésiliennes. C'est lors de cette rencontre internationale qu'a été

décidé le thème de la MMF de 2015 : « Libérer nos corps et nos territoires »³. Ce thème concerne tant le corps des femmes que les territoires occupés. La signification prendra diverses formes selon les pays et les régions. Les analyses qui ont mené au choix de cette thématique s'expliquent par le fait que pour la MMF, il y a quatre « processus » ou enjeux par lesquels les systèmes patriarcal et capitaliste se renforcent :

- ➔ Le contrôle sur le corps et la vie des femmes
- ➔ L'appropriation des revenus et des droits des travailleuses et des travailleurs
- ➔ L'accaparement des territoires et des ressources naturelles
- ➔ La militarisation, la criminalisation et la violence

Lors de cette rencontre, il a aussi été décidé que le 24 avril 2015 serait une journée « 24 heures d'actions féministes », en mémoire des 1 300 femmes du Bangladesh qui sont mortes lors de l'écroulement d'une usine textile en 2013. De plus, du 8 mars au 17 octobre 2015, le monde entier verra l'organisation d'actions nationales et régionales féministes.

L'autre décision majeure lors de la Rencontre internationale au Brésil a porté sur le choix du nouveau lieu pour accueillir le Secrétariat international, soit le Mozambique en Afrique. C'est le groupe *Forum Mujer* qui en est l'hôte. Le premier Secrétariat international était au Québec et a quitté pour le Brésil en 2006. La transition entre les équipes du Brésil et du Mozambique a commencé en janvier 2014. *Forum Mujer* a notamment comme défi important d'assumer le secrétariat dans les trois langues de la Marche. La nouvelle coordonnatrice de la MMF est Graça Samo, présentement coordonnatrice de *Forum Mujer*.

Lors de cette rencontre, des décisions importantes ont été prises sur l'intégration des analyses et des enjeux des lesbiennes dans la MMF : en retraçant l'histoire de la lutte des lesbiennes au sein de la Marche, en compilant

3 Il ne s'agit pas du libellé final.

les réalités des lesbiennes dans différents pays, en obtenant de l'espace dans les ordres du jour des rencontres de la Marche, en ouvrant un dialogue sur la lesbophobie lors des formations politiques de la MMF, en interprétant les analyses et les enjeux des lesbiennes dans les actions et les pratiques, et en créant un comité officiel international auquel participe la présidente de la FFQ.

Dans la lignée de la Rencontre internationale au Brésil, la CQMMF a décidé de retenir comme thématique, pour orienter les actions de la MMF au Québec en 2015, de dénoncer les façons dont le patriarcat, le capitalisme, le colonialisme et le racisme exercent un contrôle sur le corps des femmes en lien avec l'appropriation des territoires et des ressources naturelles, et de mettre de l'avant les formes de résistances et les alternatives développées par les femmes partout dans le monde. Une fois cette thématique choisie, la CQMMF a convenu que l'orientation principale des actions de 2015 au Québec s'articulerait de la façon suivante :

- ➔ Les actions de la Marche s'inscriront dans une large démarche de formation politique et d'éducation populaire et viseront à outiller le mouvement des femmes et la population en général sur le rôle des systèmes d'oppression (capitalisme, patriarcat, racisme, hétérosexisme, colonialisme, âgisme, capacitisme, etc.) dans la vie des femmes au Québec et ailleurs. Elles viseront à dénoncer les systèmes d'oppression et à développer différentes formes de résistances et d'alternatives féministes.
- ➔ Cette orientation souligne l'importance de faire des liens avec les valeurs de la *Charte mondiale des femmes pour l'humanité*⁴ (justice, paix, liberté, solidarité et égalité) et de mettre de l'avant une vision féministe globale. La Charte permettra également de lier davantage les actions de 2015 au Québec au mouvement international de la MMF et de se mobiliser en solidarité avec les femmes du monde entier.

- ➔ De plus, dans la continuité des actions de 2010, cette orientation marque une volonté d'approfondir les solidarités avec les femmes autochtones du Québec. Les actions de 2015 permettront de travailler en lien étroit avec elles pour dénoncer le colonialisme, l'appropriation des territoires et des ressources naturelles et de mettre de l'avant les formes de résistances et les alternatives qu'elles développent au Québec et ailleurs.

La CQMMF a soumis plusieurs scénarios au mouvement des femmes pour la tenue des actions de la MMF au Québec en 2015, dans le cadre d'une consultation large. Cette consultation, réalisée en février et en mars 2014, a été diffusée auprès de toutes les composantes du mouvement des femmes. Les groupes et organisations féministes qui souhaitent prendre part à la MMF au Québec en 2015 ont été invités à y participer.

De plus, durant la dernière année, le comité fonctionnement de la CQMMF, qui avait été mis sur pied après la Marche de 2010 afin de réfléchir à différents enjeux autour du fonctionnement de la CQMMF, a procédé à une consultation des groupes membres de la CQMMF sur différentes questions : les liens entre les différentes organisations membres de la CQMMF; la composition (diversité) du membership de la CQMMF; les liens entre la FFQ qui coordonne la CQMMF, et cette dernière; les liens avec les autres coordinations nationales de la MMF, etc. Les résultats de cette consultation ont été présentés par le comité en janvier et ont mené à certaines décisions, entre autres : le choix de désigner trois co-porte-parole de la CQMMF, dont la présidente de la FFQ; l'importance de diversifier le membership de la CQMMF et d'entreprendre des démarches dès maintenant en vue des actions de 2015; la création d'un site Internet propre à la CQMMF, etc. Pour terminer, le 5 mars dernier, la FFQ a organisé un dîner-causerie avec la coordonnatrice de la MMF au Burkina Faso, qui était de passage au Québec, afin de discuter des enjeux communs entre le Québec et le Burkina Faso.

4 <http://www.marchemondialesdesfemmes.org/publications/charte/charte/fr>.

Le Forum social des peuples Canada – Québec – Peuples autochtones

Priorité 2013-2014 : Contrer la droite politique, sociale, économique et religieuse au Québec et au Canada, contribuer au développement d'un véritable mouvement féministe pancanadien et développer une alliance entre les mouvements sociaux du Québec, du Canada et des Autochtones en participant à la préparation et à la mobilisation au Forum social des peuples qui aura lieu à la fin de l'été 2014.

Le Forum social des peuples qui se déroulera à Ottawa du 21 au 24 août 2014 vise à créer un espace de convergence entre différents mouvements sociaux afin que les militantes et militants, groupes et organisations de tous horizons puissent bâtir une alliance stratégique large contre les politiques néolibérales et néo-conservatrices au Canada. Justice sociale, égalité entre toutes et tous, droits des peuples autochtones, protection de l'environnement et des ressources naturelles, solidarité internationale et démocratie participative sont à l'ordre du jour de ce grand rassemblement. Son objectif : stimuler les engagements concrets et l'élaboration de stratégies d'action visant le changement global, tant au niveau politique, économique que social.

La FFQ participe aux rencontres de la commission expansion Québec – les commissions expansion étant les instances provinciales du Forum social. En vue du Forum, la FFQ a commencé dès le mois de mars 2014 à informer le mouvement des femmes au Québec et à se doter d'objectifs de travail et de mobilisation. Pour la FFQ, le

Forum social sera une occasion d'aller à la rencontre des féministes autochtones et canadiennes afin de développer de nouveaux contacts et, si possible, des liens durables avec le mouvement féministe canadien.

Par ailleurs, la FFQ reste toujours aux aguets concernant toutes les attaques aux acquis et aux droits des femmes qui peuvent provenir du gouvernement fédéral, entre autres, encore une fois, face à la menace brandie par un député conservateur de redéposer un projet de loi pouvant mettre en danger le droit à l'avortement. La FFQ a aussi rencontré à deux reprises des groupes de femmes des autres provinces et territoires pour réfléchir aux lieux d'action pouvant être communs. La FFQ a également suivi les travaux de Pas de démocratie sans voix, une coalition au Québec qui sensibilise le public quant aux effets des politiques gouvernementales fédérales sur la démocratie et les droits humains. La FFQ, avec d'autres groupes de femmes travaillant sur les diverses questions reliées à la violence envers les femmes, réfléchit aussi à des moyens de mettre en œuvre à l'échelle du pays visant l'adoption d'une politique fédérale contre la violence envers les femmes.

La solidarité avec les femmes autochtones

Priorité 2013-2014 : Contribuer au développement d'une relation égalitaire entre peuples québécois et autochtones en continuant à ancrer l'esprit du protocole de solidarité signé en 2004 dans toutes les dimensions du travail de la FFQ.

En 2004, Femmes autochtones du Québec (FAQ) et la Fédération des femmes du Québec signaient une déclaration solennelle de solidarité, afin de sceller une collaboration de nation à nation, et créer un espace dans la société qui corresponde à des valeurs

communes de paix, de justice et de non-discrimination envers les femmes autochtones et les femmes québécoises alliées. Cette entente signée sur une base égalitaire visait à ancrer la solidarité et le respect mutuel dans une reconnaissance des rapports historiques de colonisation entre peuples québécois et autochtones. Cette entente a constitué une base de collaboration entre les deux organisations et continue d'orienter le travail de la FFQ avec les femmes autochtones.

Dans le cadre des États généraux, FAQ a pris part à la démarche en partageant le bilan qu'elles font des luttes féministes des 20 dernières années en lien avec les luttes des femmes autochtones. Dans un texte précisant la façon dont elles perçoivent leur participation aux États généraux, FAQ affirme que : « Le bilan des femmes autochtones sera différent de celui du mouvement des femmes en général, nous réfléchissons sur l'identité féministe, sur la place qu'occupent les femmes autochtones dans le mouvement féministe, sur les événements qui nous ont permis soient d'avancer ou de régresser sur la cause des femmes autochtones, cette réflexion nous permettra de mettre de l'avant des défis pour les 20 prochaines années! ». Dans ce bilan, elles ont notamment présenté la nécessité de « transmettre et de vulgariser l'histoire, les pratiques et les cultures autochtones, pour mettre fin à l'ignorance et aux préjugés envers les Autochtones et tisser ou consolider les solidarités en vue de la fin de l'oppression et de l'exclusion ».

La FFQ a travaillé avec FAQ tout au long de la démarche des États généraux pour mobiliser des femmes autochtones tout en respectant la participation qu'elles souhaitent être la leur aux différentes étapes de la démarche. Des femmes autochtones, membres de l'équipe de FAQ ou en lien avec elles, ont participé activement aux travaux des tables afin de traiter des enjeux des femmes autochtones de façon transversale dans l'ensemble des thématiques abordées. La table de travail Autodétermination, à laquelle les deux

présidentes de FAQ et de la FFQ ont participé, a permis d'aller beaucoup plus loin dans les réflexions concernant les solidarités à créer ou à renforcer entre femmes autochtones et non autochtones. Ce rapport pose la nécessité de développer de véritables relations humaines pour être capables de travailler et de lutter ensemble, l'importance d'apprendre à se connaître pour pouvoir évoluer dans les analyses et les pratiques mutuelles, et de déconstruire véritablement les préjugés qui sont à la base d'une relation inégalitaire entre les peuples. Le *Cahier de propositions du Forum* a repris des réflexions apportées par les femmes autochtones dans chacune des thématiques et les conclusions et pistes d'action apportées par la table Autodétermination dans la section 3 du Cahier.

Dans les suites des travaux de cette table, une séance de l'UPop fut consacrée à la thématique des solidarités à créer entre femmes autochtones et non autochtones, à laquelle Viviane Michel, Alexa Conradi et Camille Robitaille (membres de la table Autodétermination) ainsi que Wydia Larivière (du mouvement *Idle No More* Québec) ont participé.

Lors de l'ouverture du Forum, les porte-parole ont choisi d'annoncer la présence des participantes en territoire Mohawk, en reconnaissance symbolique de la colonisation exercée par le Québec et le Canada sur les territoires autochtones. Le protocole de solidarité de 2004 entre FAQ et la FFQ fut réitéré lors de la partie spectacle de l'ouverture par Viviane Michel, présidente actuelle de FAQ et par Michèle Asselin, ancienne présidente de la FFQ, qui a signé le protocole en 2004. Des femmes autochtones ont proposé plusieurs ateliers dans l'espace d'éducation populaire du Forum, comme l'atelier sur les impacts de la colonisation sur les femmes autochtones ou celui sur les luttes des femmes autochtones dans le cadre du mouvement *Idle No More*. La table ronde organisée conjointement par FAQ et les membres de la table Autodétermination des

États généraux a eu un énorme succès et permis un moment de partage et de prise de conscience pour beaucoup de femmes non autochtones qui étaient présentes.

Enfin, les propositions adoptées lors du Forum s'inscrivent clairement dans cette démarche en affirmant l'engagement suivant : « Que le mouvement des femmes non autochtones entende l'appel à la solidarité et à l'action lancé par les femmes autochtones pour se solidariser avec leurs luttes, en s'engageant collectivement et en adoptant une posture anticoloniale féministe ». Plusieurs autres orientations et pistes d'action ont été adoptées en plénière par les participantes au Forum pour s'engager à favoriser la diffusion des connaissances et des savoirs sur l'histoire et les cultures des peuples autochtones dans l'ensemble de la société, pour lutter contre les stéréotypes et les préjugés colonialistes dont les Autochtones font l'objet, exiger la mise sur pied d'une commission d'enquête nationale sur les femmes autochtones portées disparues ou assassinées, ou encore développer des plans d'action avec les femmes autochtones pour contrer le colonialisme et l'assimilation, et pour favoriser la reconnaissance du droit à l'autodétermination des peuples autochtones.

Le Forum a donc représenté une étape importante dans la reconnaissance des enjeux, luttes et priorités des femmes autochtones et le travail à faire du côté des femmes non autochtones pour construire une véritable relation de solidarité, sur une base égalitaire.

Dans la suite des États généraux, la FFQ réfléchit avec FAQ aux façons de faire vivre le protocole de solidarité ainsi que les propositions adoptées dans le cadre des États généraux, dans les luttes actuelles et à venir : comment l'inscrire davantage dans l'action ? Comment s'allier sur des projets communs tels que l'organisation des actions de la Marche mondiale des femmes de 2015 ou encore la participation des deux organisations au Forum social des peuples qui aura lieu à Ottawa en août 2014 ?

La défense de droits

Priorité 2013-2014 : Défendre le droit de toutes les femmes à l'égalité et faire la promotion d'un féminisme utilisant le cadre d'analyse intersectionnelle dans les débats publics en réagissant à la conjoncture dans les médias, les médias sociaux et par la mobilisation sur des enjeux québécois, pancanadiens et internationaux jugés prioritaires par le conseil d'administration⁵.

La FFQ a été active sur une multitude de fronts pour défendre le droit de toutes les femmes à l'égalité.

Politiques néolibérales et impacts sur les femmes

ALÉNA, 20 ans plus tard

En janvier 2014 au Mexique, se réunissait le Premier ministre canadien Stephen Harper, le Président des États-Unis Barack Obama et le Président mexicain Felipe Calderon lors d'un 7e Sommet des Chefs d'État des pays d'Amérique du Nord. En parallèle, se réunissaient les mouvements sociaux des États-Unis, du Mexique, du Canada et du Québec (dont la FFQ avec des déléguées et délégués du Réseau québécois sur l'intégration continentale), du 28 au 31 janvier dernier dans le cadre du forum « Les 20 ans de l'ALÉNA: Basta du libre-échange! Non au PTP! », PTP étant le projet de « Partenariat transpacifique ».

Les mouvements sociaux des trois pays ont évalué les impacts d'un modèle commercial imposé par l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) qui a été repris dans

⁵ Pensons à l'avortement, l'aide sociale, la retraite, l'assurance-emploi, les droits des femmes palestiniennes, la culture du viol, le harcèlement et l'intimidation, l'aide domestique, etc.

différents accords commerciaux subséquents. Ils en concluent qu'il est grand temps de mettre de côté la rhétorique sur les bienfaits du libre-échange et de placer au centre des préoccupations, le bien-être des populations. L'ALÉNA a provoqué un bouleversement dans l'équilibre des forces, conduisant à une concentration excessive du pouvoir économique, mais aussi politique, des grandes entreprises aux dépens de la souveraineté des États et de la capacité des gouvernements à gouverner en fonction de l'intérêt public. Le Mexique, tout comme le Canada et le Québec, font face à une volonté des pouvoirs économiques et politiques de développer une économie basée sur l'extraction des ressources naturelles, sans égard aux effets sur l'environnement, la biodiversité et les populations locales. Ce développement s'accompagne de militarisation et de répression, puisque les populations locales et autochtones résistent à cette appropriation de leurs terres.

Ces quelques jours d'échanges ont permis à la FFQ de tirer des constats importants sur les effets dévastateurs de l'ALÉNA et plus généralement, des politiques néolibérales sur le corps des femmes et les territoires. Alors que l'ALÉNA devait faire connaître la prospérité au Mexique, les Mexicaines ont plutôt témoigné d'une dégradation constante de leur niveau de vie et de leurs conditions de travail depuis la signature de l'Accord. Elles considèrent qu'avec l'ALÉNA et dans le contexte des autres politiques de libéralisation et de privatisation des services publics, de diminution des protections sociales, de déréglementation du marché du travail et de marchandisation du bien commun, elles sont perdantes. Elles craignent également le déplacement forcé des populations au bénéfice des mégaprojets énergétiques ou d'industries extractives. Ces situations se traduisent souvent par une augmentation de la violence envers les femmes. Les entreprises minières canadiennes sont les plus citées comme étant problématiques.

Suite à ces échanges au Mexique, la FFQ continuera d'agir avec le RQIC sur ces questions et a organisé une activité publique sur le néolibéralisme et les résistances féministes le 5 mars 2014, à Montréal, dans le cadre de la Journée internationale des femmes: *Résistances et alternatives féministes au néo-libéralisme*. Environ 150 personnes ont participé à cette soirée.

Coupes à l'aide sociale

En 2013, le gouvernement du Québec a à nouveau sabré dans l'aide sociale. La FFQ, à l'instar d'autres mouvements sociaux québécois, a dénoncé l'intention du gouvernement du Québec d'apporter des modifications au *Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles*, modifications qui ont eu notamment pour effet de réduire les prestations d'aide sociale versées aux personnes âgées de 55 à 57 ans et aux couples avec enfants de moins de 5 ans.

Il s'est agi d'une « énième » application du principe de « l'incitation au travail ». L'incitation au travail, telle que la conçoit et l'applique le gouvernement, consiste à garder les prestations d'aide sociale au plus bas niveau possible afin de pousser les personnes assistées sociales vers le marché du travail. La FFQ juge indécent que le gouvernement du Québec joue avec la santé et la dignité des gens en les maintenant dans un contexte de survie et a participé à diverses actions et pression envers le gouvernement du Québec.

Assurance-emploi

Le gouvernement fédéral n'y va pas de main morte lui non plus dans ses attaques envers les droits économiques et sociaux des femmes. Sa réforme de l'assurance-emploi en fait partie. La principale discrimination à l'égard des femmes dans le cadre de cette réforme provient du fait que l'admissibilité et la durée des prestations sont déterminées par le nombre d'heures travaillées, ce qui

désavantage nettement les personnes travaillant à temps partiel dont les trois quarts sont des femmes chez les 25 à 54 ans.

Les nouvelles mesures visent à forcer les « prestataires fréquents » à accepter des emplois payant aussi peu que 70 % de leur salaire antérieur dans des délais de plus en plus courts. Leur salaire étant plus faible, de plus en plus de femmes n'auront d'autre choix que d'accepter n'importe quel emploi au salaire minimum, a fait valoir la FFQ dans le cadre de son mémoire. Le problème sera particulièrement aigu dans les régions éloignées où il y a peu d'emplois pour les femmes. À Montréal, ce sont les immigrantes qui écoperont le plus, étant donné les difficultés qu'elles connaissent déjà pour décrocher un emploi malgré leur niveau de scolarité élevé. De plus, les femmes qui cherchent à entrer dans les professions traditionnellement masculines, comme les métiers de la construction, sont doublement touchées. Dernières engagées, elles sont les premières mises à pied et ont déjà des difficultés à cumuler suffisamment d'heures pour se qualifier pour les prestations. Avec les nouvelles règles, elles sont forcées de retourner dans des métiers typiquement féminins et mal rémunérés.

La FFQ et d'autres organisations féministes ont demandé et demandent encore le retrait de la nouvelle catégorisation des prestataires qui les force à accepter des emplois de moins en moins bien rémunérés. Elles recommandent aussi de revenir à un système où l'accès aux prestations et la durée de celles-ci sont moins discriminatoires pour les femmes dont le type d'emploi est souvent précaire. L'accès aux prestations ordinaires devrait aussi être indépendant du fait d'avoir déjà reçu 50 semaines de prestations spéciales (de maternité, parentales, de maladie ou pour soins d'un proche) puisque seules les femmes sont touchées par cette règle. La FFQ a notamment participé à la Coalition contre la réforme de l'assurance-emploi et a mobilisé le mouvement féministe lors de la manifestation organisée à Montréal, le 27 avril 2013.

Budget du Québec 2014-2015

Les orientations néolibérales du Parti Québécois au pouvoir ne sont pas nouvelles. Avec son budget 2014-2015, le gouvernement l'a une fois de plus rappelé en appauvrissant encore davantage les familles à faible revenu. Le gouvernement avait pourtant promis de ne pas hausser les tarifs de services de garde, ajoutant que s'il devait le faire, il compenserait cette hausse par des mesures fiscales pour atténuer son impact sur les familles à faible revenu. Or, on ne retrouve aucune mesure dans ce sens dans le dernier budget.

Ainsi, à partir du 1^{er} septembre 2014, il en coûtera 500 \$ de plus par année en frais de garde pour deux enfants. L'année suivante, cette augmentation sera doublée, en plus d'une indexation annuelle. La charge financière des familles à faible revenu sera encore plus imposante. Cette hausse, imposée par le gouvernement, venant de celle-là même qui avait instauré les centres de la petite enfance, madame Pauline Marois, est d'autant plus inadmissible qu'elle nuira à l'accès au travail d'une proportion importante de femmes, notamment des mères monoparentales. En effet, les garderies à contribution réduite ont permis sur 10 ans à près de 70 000 mères d'occuper un emploi. En favorisant la participation des mères au marché du travail, cela a contribué à sortir les enfants de la pauvreté. Mais, avec ce budget, cette orientation n'est plus.

Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics

La FFQ participe à la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics (Coalition Main rouge) qui a organisé une campagne sur les alternatives fiscales et pour une redistribution de la richesse sous le titre « 10 milliards de \$ de solutions: nous avons les moyens de faire autrement! ». Dans le cadre de cette campagne, la Coalition a

décidé de mettre de l'avant quatre alternatives fiscales qui feront l'objet d'une promotion particulière, notamment via les réseaux sociaux et la rédaction de fiches de vulgarisation et de mobilisation ont été diffusées largement au cours des dernières semaines.

Les solutions fiscales identifiées pour faire l'objet de cette campagne sont les suivantes :

- Établir dix paliers d'imposition pour les particuliers.
- Augmenter le taux provincial d'imposition des entreprises à 15 % (comparativement à 11,9 % actuellement).
- Augmenter la contribution fiscale des institutions financières, notamment en rétablissant la taxe sur le capital pour les entreprises financières.
- Contrôler le coût des médicaments.

Par ailleurs, la campagne de la Coalition contre la hausse des tarifs d'Hydro-Québec s'est poursuivie toute l'année et des mobilisations régionales ont été organisées dans le cadre d'un appel national au printemps 2014, autour de la date du 1^{er} avril. C'est à cette date qu'Hydro-Québec regagne le droit de couper les ménages qui ont des comptes en souffrance et que la hausse des tarifs est devenue effective.

La politique fiscale actuelle et la tarification et la privatisation des services publics creusent les inégalités de richesse et affectent en premier lieu les personnes qui vivent dans la précarité économique et la pauvreté. Les femmes font partie des populations les plus touchées par ces mesures d'austérité et les plus marginalisées sur le plan économique. Face à ces mesures, la FFQ dénonce la compression dans les programmes sociaux et la tarification des services publics, et défend un modèle de société basé sur l'accessibilité et la gratuité des services publics!

8 mars 2014

Pour une deuxième année consécutive, la FFQ et les autres membres du Collectif 8 mars ont rencontré la Première ministre du Québec à l'occasion de la Journée internationale des femmes. Lors de cette rencontre, les membres du Collectif ont fait savoir à madame Marois qu'elles attendent davantage d'un gouvernement qui se réclame de l'égalité entre les hommes et les femmes.

La FFQ venait à cette rencontre avec en tête cette idée que toutes les politiques de l'État et les orientations gouvernementales doivent intégrer une analyse féministe pour que le droit de toutes les femmes à l'égalité devienne une réalité au Québec. Défendre le droit à l'égalité des femmes sans une analyse féministe ne fait pas de sens et invisibilise les enjeux vécus par les femmes aujourd'hui. La FFQ et le Collectif 8 mars voulaient également présenter durant cette rencontre leurs revendications sur plusieurs enjeux particuliers, tels que la conciliation travail-famille, l'autonomie économique des femmes et le maintien et le retour de services publics universels, accessibles et gratuits.

Le Collectif voulait discuter de l'évaluation du plan d'action gouvernemental *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait 2011-2015*, afin de confirmer sa reconduction et d'en planifier les prochaines étapes. Il tenait par ailleurs à s'assurer que le plan d'action soit élaboré avec l'objectif de faire avancer le droit des femmes à l'égalité.

L'application de l'analyse féministe soutenue par l'Analyse différenciée selon les sexes (ADS) dans la nouvelle politique jeunesse aurait entre autres permis de tenir compte de la situation des jeunes femmes plus vulnérables, en considérant diverses situations d'oppression nuisant à leur bien-être et à leur épanouissement comme une situation de pauvreté extrême, de handicap, de racisme ou une problématique spécifique en conciliation famille-travail.

Le Collectif a également interpellé le gouvernement afin qu'il réponde aux nouvelles réalités des femmes et des familles au Québec, notamment avec l'adoption d'une loi-cadre sur la conciliation travail-famille-études puisqu'il faut prendre en compte les transformations apportées dans le monde du travail telles que le développement du travail atypique, le travail précaire, les horaires coupés, dont les femmes sont nombreuses à faire les frais. À toutes ces transformations, s'ajoute le soutien à apporter à des proches, que ce soit auprès d'une personne âgée, de jeunes enfants ou d'un enfant malade. Là encore, les femmes assument en grande majorité ce travail de proches aidantes.

Le Collectif 8 mars voulait aussi rappeler que la précarité du travail dans laquelle sont plongées de trop nombreuses femmes leur cause de nombreux préjudices. Le gouvernement doit agir à plusieurs points de vue pour corriger les situations d'injustice et d'iniquité envers les femmes. À titre d'exemple, les femmes et les travailleuses sont encore parmi les plus pauvres au Québec. Les femmes retraitées sont pour leur part trop nombreuses à vivre avec un revenu inférieur aux hommes retraités, en raison de leur parcours différent sur le marché du travail. Le Collectif a demandé au gouvernement, entre autres choses, de légiférer contre les disparités de traitement selon le statut d'emploi et pour la bonification du Régime des rentes du Québec en tenant compte de la réalité spécifique des femmes une fois à la retraite.

Pour le Collectif, il est également essentiel de mieux répartir la richesse et de donner accès aux services de soins de santé, aux services de tous ordres dispensés par la fonction publique ainsi qu'au système d'éducation. Ce choix de société est fragilisé par les politiques néolibérales qui visent à privatiser les services à la population et à faire reculer l'égalité pour les femmes. Le gouvernement doit s'engager à assurer de véritables services publics, gratuits et accessibles pour toutes et tous.

Madame Marois était accompagnée de plusieurs ministres à ce rendez-vous fortement teinté par le contexte préélectoral. Elles ont fait part de leur bilan pendant 30 minutes, ne laissant au Collectif 8 mars qu'une vingtaine de minutes pour échanger sur ses préoccupations.

Au terme des échanges, la FFQ sort de la rencontre préoccupée par les réticences du gouvernement à recourir à une analyse féministe et à mettre en place des projets plus ambitieux par peur de compromettre le développement économique au Québec. Bref, on fait patienter encore et toujours les femmes. D'abord l'économie, d'abord la nation, après l'analyse féministe et les femmes... et encore.

Femmes aînées

Revenus de retraite

Alors que les femmes continuent d'être plus pauvres à la retraite que les hommes, le mémoire qu'a déposé la FFQ et d'autres organisations féministes, dans le cadre des consultations particulières du comité d'experts sur l'avenir du système de retraite présidé par Alban D'Amours, souligne l'absence d'une préoccupation pour le droit à l'égalité des femmes dans les recommandations de ce comité. En effet, en 2010, les femmes à la retraite vivaient avec 59 % du revenu des hommes, un écart qui s'est creusé depuis 2006 (le ratio était de 62 %). Il est d'autant plus décevant que le comité n'ait pas tenu compte de cette réalité économique inégalitaire alors que le gouvernement du Québec s'était engagé, dans son *Plan d'action en matière d'analyse différenciée selon les sexes*, à prendre en considération les impacts distincts sur les femmes et les hommes dans les propositions concernant la retraite, a affirmé la FFQ.

Dans son mémoire, la FFQ constate qu'à tous les âges, les femmes cotisent environ 15 % de

moins au Régime des rentes du Québec que les hommes et cumulent davantage d'années sans cotisation en raison de leurs responsabilités familiales. Les écarts sont encore plus importants en ce qui concerne la participation aux régimes complémentaires et l'épargne individuelle. Ces statistiques illustrent bien que les femmes ont vraiment besoin d'un régime public de retraite qui, par le biais des rentes de conjoint survivant et l'exclusion des années passées avec de jeunes enfants, tient partiellement compte de leur situation. C'est pourquoi la FFQ appuie un renforcement du Régime des rentes du Québec parallèlement à une amélioration du Régime de pensions du Canada et du Supplément de revenu garanti fédéral pour les personnes âgées les plus pauvres. Une telle approche permettrait d'améliorer les revenus de retraite dès la première année de cotisation et de maintenir les mesures particulières pour les femmes, ce que ne fait pas la rente de longévité telle que proposée par le comité D'Amours.

Régimes volontaires d'épargne-retraite

Dans le cadre des consultations sur le projet de loi 39 (*Loi sur les régimes volontaires d'épargne-retraite*), la FFQ présentait son mémoire en septembre 2013 : Les régimes volontaires d'épargne retraite : une fausse solution, cosigné avec le Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail et le Régime de retraite des groupes communautaires et de femmes. Les groupes signataires de ce mémoire sont très préoccupés par l'avenir des femmes âgées à la retraite. Déjà, les femmes âgées de 65 ans et plus ne reçoivent que 59 % du revenu des hommes et plus de la moitié sont suffisamment pauvres pour être admissibles au Supplément de revenu garanti du gouvernement fédéral.

De plus, l'analyse des revenus actuels des femmes et de l'évolution des régimes de retraite laisse présager que l'écart avec les

hommes ne sera pas éliminé, même pour la génération actuellement dans la vingtaine, et cela en dépit de l'accroissement important de la scolarité des femmes, de leurs qualifications professionnelles et de leur participation au marché du travail. L'on craint que les coupures aux régimes de retraite publics que les gouvernements fédéral et du Québec sont en train d'effectuer, ainsi que l'affaiblissement important des régimes complémentaires de retraite, ne feront que défaire toute amélioration qui résulterait de l'augmentation de l'effort des femmes individuellement.

Livre blanc sur l'assurance autonomie

La FFQ a déposé un mémoire dans le cadre de la Commission parlementaire sur le Livre blanc sur l'assurance autonomie. La FFQ partage le principe qui sous-tend ce livre blanc, soit de permettre aux personnes en perte d'autonomie de demeurer le plus longtemps possible à domicile, lorsqu'elles le désirent. Cependant, elle estime que les grandes orientations qui s'y trouvent, dont la principale est celle d'un virage vers les soins à domicile et une privatisation accrue des services sociaux et de santé, soulèvent d'importantes questions. Les groupes de femmes se souviennent très bien du virage ambulatoire qui a reposé en grande partie sur les épaules des femmes, mères, conjointes et proches aidantes disposant de ressources inadéquates et rendant plus difficile la conciliation travail-famille. Le nouveau virage entrevu ne doit pas reproduire ces conditions. Les proches aidantes ne doivent plus être considérées comme des aidantes « naturelles », vieux terme qui refait surface dans le Livre blanc, indique la FFQ.

Les femmes représentent la majorité des personnes âgées en perte d'autonomie. En général, elles vivent plus longtemps, sont plus pauvres que les hommes et plus nombreuses à vivre seules. Aussi, faut-il le rappeler, la violence à l'endroit des femmes âgées existe et elle provient parfois des personnes qui prennent soin d'elles. Les soins dispensés

doivent donc être planifiés et modulés en tenant compte de ces réalités. La notion de soins doit comprendre une dimension sociale afin que les personnes âgées seules ne sombrent pas dans l'isolement.

Enfin, la FFQ préfère le recours au système d'imposition, moins régressif qu'une assurance. Les taxes peuvent être discriminatoires à l'endroit des femmes si elles doivent, en raison de leurs faibles revenus, payer une proportion plus élevée que les hommes pour obtenir le même service. Pour toutes ces raisons, la FFQ a rappelé au gouvernement l'importance d'effectuer une analyse différenciée selon le sexe dans l'élaboration des politiques et des mesures à mettre en œuvre afin que le virage vers les soins à domicile ne rime pas avec l'exploitation et l'isolement des femmes.

Comité des femmes âgées

En avril 2013, le comité a tenu les deux dernières activités du projet « L'engagement social des femmes âgées » réalisé dans le cadre du Programme Nouveaux Horizons pour les aînés, à savoir deux mini-forums, à Québec et Montréal, pour mettre en commun et poursuivre les réflexions amorcées lors des rencontres avec diverses associations. En juin, le comité a déposé le rapport final de ce projet qui s'attardait, de façon spécifique, à la place et au rôle que les femmes âgées jouent dans les associations mixtes de personnes âgées dont elles font partie. Planifié selon quatre phases d'activités distinctes, le projet a été réalisé avec un taux de succès très satisfaisant et dans les délais convenus. Les évaluations que les femmes ont faites des activités auxquelles elles ont participé ont été extrêmement positives. Le projet a touché directement près de 200 femmes et a permis d'établir des liens avec des âgées de divers horizons.

Le 26 avril 2013, une membre du comité a participé à un colloque sur la sexualité des personnes âgées « Tout ce que vous avez

toujours voulu savoir sur la sexualité... des aînés » organisé par le Centre de santé et de services sociaux Cavendish, le Centre de recherche et d'expertise en gérontologie sociale et Équipe VIES (vieillesse, exclusions sociales et solidarités). Des propos tenus au cours de ce colloque ont soulevé des inquiétudes du comité sur l'analyse des agressions à caractère sexuel et sur la proposition envisagée de recourir à des escortes pour répondre aux besoins sexuels des hommes âgés. Le comité a exprimé ses inquiétudes dans une lettre envoyée à quelques personnes en charge de l'organisation, lettre qui a été publiée dans la revue *Pluriâges* du Centre de recherche et d'expertise en gérontologie sociale⁶.

Une partie de l'automne a été consacrée à la préparation de la participation du comité à la Commission parlementaire sur l'assurance autonomie faisant suite au Livre blanc déposé en mai 2013. Deux membres du comité ont participé, en octobre 2013, à un séminaire panel organisé par le Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA), portant sur l'analyse du Livre blanc sur l'assurance autonomie et qui a regroupé une centaine de personnes. De plus, le comité a préparé le mémoire de la FFQ mettant l'accent sur l'impact qu'auraient sur les femmes (travailleuses, bénéficiaires, proches aidantes) les propositions avancées dans le Livre blanc.

Le comité a animé un atelier dans le cadre des États généraux, le 15 novembre 2013, sur le thème : « Les femmes âgées sont-elles des citoyennes à part entière ? » L'atelier qui a réuni une quarantaine de femmes, a été très apprécié et les échanges ont été fort stimulants. Un suivi a été fait au moyen d'une liste d'envoi électronique.

La FFQ via le comité a accepté la demande de partenariat faite par la Chaire de recherche sur l'homophobie de l'UQAM concernant un projet de recherche sur le vieillissement chez les personnes LGBT (lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres). Dans un premier temps, il

⁶ Automne 2013, p. 39-40.

s'agissait d'exprimer un appui à la lettre d'intention présentée par la Chaire au Conseil de recherche en sciences humaines du Canada. Une réponse est attendue en mai.

Deux membres du comité ont suivi, depuis leur début à l'automne 2012, les travaux et activités du comité retraite mis sur pied par la FFQ. Elles ont, notamment, suivi l'élaboration du mémoire déposé au comité D'Amours présenté dans le cadre de ses consultations particulières sur l'avenir du système de retraite.

Conciliation travail-famille-études

La FFQ a pris part à la naissance d'une coalition sur le travail-famille-études qui en est à la phase de développer des revendications et des perspectives de travail. Composée des comités de condition féminine des syndicats ainsi que de plusieurs représentantes de groupes de femmes, la coalition souhaite remettre à l'ordre du jour cet enjeu qui est largement absent des débats publics et des orientations politiques.

La campagne électorale provinciale

S'assurer que les partis politiques et les débats publics intègrent une dimension féministe lors de la prochaine campagne électorale provinciale, notamment en organisant un débat des partis sur les enjeux féministes et leurs engagements à cet égard.

La FFQ a organisé pour une deuxième fois, dans le cadre d'une élection provinciale, un débat entre des candidates des divers partis politiques, à la Grande Bibliothèque à Montréal afin de les interpeller sur les enjeux féministes de la présente campagne électorale. Ce débat a eu lieu le 24 mars 2014 et environ 225 personnes y ont participé pendant qu'une

quarantaine d'autres personnes y a pris part en ligne. Toutes les formations politiques présentes à l'Assemblée nationale ont été invitées à ce débat public qui fut une occasion de mieux connaître leurs visions et leurs engagements vis-à-vis des droits des femmes au Québec.

Les candidates ont été appelées à se prononcer sur cinq thèmes :

- ➔ Le contrôle du corps et de la santé des femmes
- ➔ L'autonomie économique des femmes
- ➔ L'égalité entre les femmes
- ➔ La laïcité de l'État et le féminisme
- ➔ L'avenir de l'environnement et le bien commun

La FFQ a aussi été active sur le front électoral dans le cadre de son action avec le Groupe des 13. Au nom des femmes, multiples et diverses, que le Groupe des 13 représente, dans le cadre de la campagne électorale actuelle, et sachant que le prochain gouvernement sera celui qui aura à formuler la politique en matière d'égalité pour toutes les femmes, il est impératif d'identifier les grands enjeux et d'interpeller les partis politiques pour des engagements fermes. C'est pourquoi le Groupe des 13 a produit une plate-forme féministe orientée autour de quatre thématiques : l'autonomie économique des femmes, le contrôle du corps et de la santé des femmes, une réelle égalité pour toutes et l'avenir de la société québécoise. La lutte à la pauvreté, l'éducation sexuelle pour contrer la culture du viol, la conciliation travail-famille-études, l'accès aux services sociaux et aux soins de santé, la protection de l'environnement, le respect des peuples autochtones et le bien-être des populations qui occupent le territoire figurent parmi les préoccupations. Cette plate-forme a été diffusée sur Internet ainsi que des « tags » quotidiens sur les réseaux sociaux.

La FFQ a lancé un appel aux individus et aux organisations à s'unir pour mettre fin

aux discriminations et appeler les partis en élection et le prochain gouvernement à prendre ses responsabilités pour combattre les inégalités. La déclaration s'intitulait *Agir pour mettre fin aux discriminations au Québec*. Une conférence de presse a eu lieu le 30 mars pour présenter cet appel, qui a été endossé par 900 personnes et organisations. Cet appel demandait notamment aux partis de reconnaître et de s'engager à combattre les inégalités qui trouvent leurs sources dans des systèmes d'oppression qui se renforcent mutuellement. Voici quelques-uns des moyens suggérés, soit l'instauration d'un programme d'éducation aux rapports égalitaires dans les établissements d'enseignement du Québec et la mise en place des moyens nécessaires pour que l'État joue un rôle plus actif pour contrer les préjugés, les peurs et les méconnaissances qui subsistent et se développent, au moyen de campagnes publiques d'information et de sensibilisation.

La conférence de presse de lancement a connu un bon succès et a permis à la FFQ de rassembler des groupes tels Femmes autochtones du Québec, le Regroupement des activistes pour l'inclusion au Québec, le Conseil des Montréalaises, Québec inclusif, le Centre commémoratif de l'Holocauste, la Collective des féministes musulmanes, le Collectif pour un Québec sans pauvreté, le Pink Bloc et la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes.

La laïcité

Priorité 2013-2014 : Démystifier et faire connaître la position de la FFQ sur la laïcité en publiant des outils d'information et en participant aux consultations gouvernementales, s'il y a lieu.

Cette priorité fut sans contredit l'une des plus importantes de l'année. Dès le mois de mai 2013, était diffusée massivement la brochure *La laïcité : un moyen de lutter contre les fondamentalismes religieux*. La FFQ a produit ce document afin de démystifier et de renseigner sur sa position en matière de laïcité. La FFQ sait que la laïcité, bien qu'elle soit un bon outil pour s'en approcher, ne garantit pas aux femmes le droit à l'égalité. La FFQ favorise la construction d'un projet de société autour de valeurs communes comme l'égalité, la justice, la solidarité, la paix et la liberté, ce qui implique un effort de la société pour contrer les discriminations afin que toutes et tous puissent accéder aux mêmes droits.

Dès le mois de septembre 2013, lorsque le gouvernement a annoncé son projet de charte des valeurs, la FFQ a lancé le site « laicitefeministe.com » pour contribuer positivement au débat public. Avec ce site, la FFQ propose une laïcité féministe qui s'appuie sur quatre points de convergence entre féminisme et laïcité, soit le droit des femmes à l'égalité, l'indépendance de l'État devant toute influence religieuse, la neutralité de l'État dans la lutte contre la discrimination et la liberté de conscience, et l'autodétermination des femmes. Sur ce site, on retrouve donc des propositions concrètes afin d'ancrer une laïcité féministe au sein des institutions et dans les politiques de l'État. Divisées en neuf enjeux, ces propositions invitent le public à réfléchir à différents changements à mettre en place pour s'assurer que l'État soit véritablement laïque et afin qu'il favorise l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la société.

En octobre 2013, dans le cadre du débat entourant le projet de charte des valeurs, la FFQ a organisé une soirée publique pour recadrer le débat sur les différentes formes de fondamentalismes religieux et pour mettre en valeur les stratégies et les moyens mis en place par les féministes pour les contrer. Plus de 100 personnes étaient présentes.

Animée par la journaliste et féministe Francine Pelletier, plusieurs panélistes ont participé : Alexa Conradi, présidente de la FFQ, a proposé une réflexion sur les stratégies adoptées par les mouvements féministes dans le monde. Denise Couture, vice-doyenne et professeure titulaire de la Faculté de théologie et de sciences des religions à l'Université de Montréal, a développé une réflexion sur le fondamentalisme catholique et les stratégies déployées par les féministes catholiques. Asmaa Ibnouzahir, membre du Groupe international d'étude et de réflexion sur les femmes en Islam, a abordé les réflexions des féministes musulmanes pour contrer le fondamentalisme musulman. Mélissa Mollen Dupuis, porte-parole d'*Idle No More*, a parlé de la relation entre la religion et le colonialisme dans l'histoire et des enjeux actuels des fondamentalismes religieux pour les peuples autochtones. Finalement, Christian Nadeau, professeur agrégé en philosophie à l'Université de Montréal et auteur du livre *Contre Harper*, a proposé une réflexion sur les liens entre les fondamentalistes chrétiens et le gouvernement du Canada.

Dès le dépôt du projet de loi 60 (*Charte affirmant les valeurs de laïcité et de neutralité religieuse de l'État ainsi que d'égalité entre les femmes et les hommes et encadrant les demandes d'accommodement*), la FFQ a exprimé publiquement ses préoccupations concernant cette charte de l'exclusion. N'ayant pas été entendue en commission parlementaire, la FFQ a rendues publiques en février les grandes lignes de son mémoire sur le projet de loi 60 et le mémoire a été mis en ligne peu de temps après. Elle y présente son analyse, ses critiques et ses recommandations

afin d'en faire un projet qui permettrait à la société d'affirmer une perspective féministe alliant la recherche de justice, d'égalité et de liberté pour toutes et tous. Dans son mémoire, la FFQ réitère sa position pour la laïcité de l'État et reconnaît que celle-ci peut être un outil intéressant pour éloigner les fondamentalismes du pouvoir politique. Toutefois si une loi n'est pas adéquate, la laïcité peut être une source d'injustice ou d'exclusion voire même d'affaiblissement du droit des femmes à l'égalité.

Pour la FFQ, la laïcité de l'État repose sur trois piliers inséparables : la séparation des pouvoirs entre l'État et la religion, la neutralité de l'État vis-à-vis de la croyance ou de l'incroyance des citoyennes et citoyens, et la reconnaissance de la liberté de conscience et de religion incluant la liberté d'expression. Selon la *Déclaration universelle des droits de l'homme*, la liberté d'expression implique autant l'espace privé que public.

Les critiques de la FFQ envers les visées du projet de loi 60 sont importantes notamment parce qu'il rassemble trop d'éléments qui ne concernent pas directement la laïcité, soit les valeurs et l'identité québécoises, l'égalité entre femmes et hommes et propose une vision inégalitaire en optant pour une catholaïcité. Le projet de loi demeure flou sur des enjeux tels que le retrait du crucifix de l'Assemblée nationale et la prière dans les conseils, et passe carrément sous silence le financement par l'État des écoles privées confessionnelles. La FFQ demande au gouvernement de mener les recherches et les consultations nécessaires afin de présenter un nouveau projet de loi qui permettrait une laïcisation véritable de l'État, de ses lois, procédures, dispositifs et institutions. La FFQ demande aussi au gouvernement que la paix sociale et la réalisation effective des droits de toutes et tous, et ce, sans domination, soient garantis par un tel projet.

Pour réaliser une laïcité effective et inclusive de l'État, qui respecte et favorise la reconnaissance de l'égalité pour toutes les

femmes, les principes de la non-domination, de l'autodétermination des femmes et du respect des droits des femmes doivent être au cœur du projet de la laïcité de l'État. Un projet qui finit par créer de la subordination chez les femmes ou un groupe de femmes n'est pas acceptable. L'État doit plutôt tenter de contrebalancer les déséquilibres sociaux et économiques afin de permettre la participation pleine et entière de toutes et de tous à l'ensemble des aspects de la vie en société. Dans le cas présent, on affaiblit la place des minorités dans la vie économique et sociale du Québec en s'appuyant non pas sur des recherches, mais des anecdotes pour justifier les éventuels congédiements et l'exclusion dans les services publics. Or, selon la FFQ, dans une perspective de non-domination, le gouvernement a un rôle à jouer pour confronter et non renforcer les préjugés qui circulent actuellement.

À l'ouverture de la commission parlementaire portant sur le projet de charte des valeurs, les organisations membres du Groupe des 13 dont la FFQ, ont appelé la population québécoise à la solidarité. Elles invitent toutes les Québécoises et les Québécois à s'informer, se documenter et débattre dans un esprit d'ouverture et dans le respect. Dans le débat sur cette charte, le Groupe des 13 s'oppose à l'articulation d'un discours axé autour de la crainte de l'autre selon laquelle la diversité culturelle apportée par les communautés culturelles nouvellement arrivées ou installées depuis longtemps au Québec, pourrait compromettre la cohésion collective et menacer l'identité québécoise. Le Groupe des 13 s'oppose à l'utilisation du discours féministe sur l'égalité des sexes pour justifier un discours hostile envers la population immigrante ou pour diviser les femmes et la population québécoise, et s'oppose finalement à tout autre facteur d'exclusion sociale susceptible de favoriser des phénomènes de ghettoïsation défavorables aux femmes et qui seraient, par conséquent, contraires au principe d'égalité entre les femmes et les hommes.

Le 9 février avait lieu un brunch féministe, intitulé *Brunch de solidarité et de paroles féministes*, organisé par la FFQ. La FFQ souhaitait rappeler qu'alors que le gouvernement a choisi d'engager le débat sur la laïcité de l'État en instrumentalisant le droit à l'égalité des femmes, plusieurs féministes se rebellent face à cette récupération du discours féministe. Plus de 150 personnes ont participé à cette activité et les participantes ont été invitées à prendre la parole pour échanger sur différentes questions, en soulever d'autres et se solidariser dans ce débat pas toujours serein!

Enfin, tout ce travail a donné lieu à la mise sur pied d'un comité *ad hoc* sur la religion, les femmes et le féminisme pour mieux réfléchir au rôle du mouvement des femmes devant la discrimination exercée par la majorité des religions à l'égard des femmes. C'est un travail en développement qui prendra forme davantage au cours de 2014-2015.

Lutte contre la violence envers les femmes

Les 12 jours d'action pour l'élimination de la violence envers les femmes

Cette année encore, des organisations féministes dont la FFQ, ont organisé la Campagne des 12 jours d'action pour l'élimination de la violence envers les femmes sous le thème: «Les femmes sont toujours victimes de violence parce qu'elles sont des femmes. Nier les inégalités met les femmes en danger!». S'inscrivant dans une campagne internationale, les 12 jours d'action se déroulent à travers le Québec, du 25 novembre, Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, au 6 décembre, Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes.

Au cours de ces journées, des activités de sensibilisation ont été organisées à travers la province afin de favoriser la réflexion collective. L'édition 2013 de la campagne souhaitait mettre en exergue la spécificité de la violence envers les femmes, souvent remise en cause ces dernières années. Cette année, la campagne a été marquée par la publication du traditionnel appel à l'action dans les principaux médias écrits ainsi que par la création d'un site Internet dédié à cette campagne, comprenant, entre autres, un calendrier des actions réalisées partout au Québec.

Pour clôturer les 12 jours d'action, des dizaines de personnes et de nombreuses organisations se sont réunies le 6 décembre 2013 devant le Palais de justice de Montréal lors d'un rassemblement public de commémoration de la tuerie de l'École Polytechnique pour rappeler qu'il y a 24 ans, le 6 décembre 1989, 14 femmes ont été assassinées parce qu'elles voulaient entrer dans une profession historiquement masculine et étaient perçues comme féministes. Malgré les avancées de la situation des droits des femmes au Québec, elles sont toujours la cible de violences et d'inégalités parce qu'elles sont des femmes. Les chiffres montrent qu'aucune femme n'est à l'abri de la violence. Les données de 2012 de la Sécurité publique du Québec indiquent que 83 % des victimes d'agressions sexuelles sont des femmes ou des filles et que 93 % des homicides conjugaux sont exercés contre les femmes.

Au-delà des inégalités entre les sexes, certaines femmes sont également plus vulnérables que d'autres. Les femmes autochtones de 25 à 44 ans sont cinq fois plus susceptibles que les autres femmes du même âge de mourir à la suite d'actes de violence. Les femmes en situation de handicap sont deux fois plus sujettes à la violence conjugale que les autres femmes, en plus de vivre d'autres formes de violence, toutefois sans que cela n'apparaisse dans les différentes statistiques officielles. Une femme sur cinq a

vécu du harcèlement sexuel au travail. 73 % des victimes de cyberintimidation sont des femmes ou des filles. Par ailleurs, la traite à des fins d'exploitation sexuelle est la forme de violence envers les femmes la plus en expansion. Les femmes immigrantes ont souvent des statuts d'immigration précaires qui les rendent d'autant plus vulnérables à la violence de la part des hommes.

Politique fédérale en matière de violence envers les femmes

À la recommandation de l'ONU, les États sont appelés à adopter une politique et un plan d'action national pour lutter contre la violence envers les femmes. Certains milieux féministes au plan canadien ont commencé à les réclamer tout comme le NPD. Des groupes de femmes au Québec ainsi que Femmes autochtones du Québec ont commencé à réfléchir à la possibilité de faire leurs cette revendication dans le contexte d'un gouvernement conservateur et à examiner ce que pourrait être la portée d'une politique et d'un plan d'action nationaux. Une rencontre entre groupes féministes au plan canadien, au début d'avril 2014, a servi à clarifier les enjeux pour la suite.

Meurtres et disparitions de 800 femmes autochtones

La FFQ a continué d'appuyer les revendications des groupes de femmes autochtones qui réclament une commission d'enquête fédérale sur la disparition et le meurtre de plus de 800 femmes autochtones depuis les 20 dernières années. Or, cette commission d'enquête n'est qu'un premier pas dans la bonne direction pour tenter de mettre fin à l'impunité des agresseurs et favoriser des structures judiciaires et étatiques qui garantissent la sécurité et le respect de la vie des femmes autochtones.

La FFQ demande aussi au gouvernement du Québec d'exprimer publiquement son

engagement à assurer la sécurité des femmes autochtones qui vivent au Québec et à faire pression sur le gouvernement fédéral jusqu'au déclenchement d'une enquête publique nationale. Pour la FFQ, cette demande d'enquête publique concerne toutes les femmes puisque tant qu'il y aura de la violence envers les femmes et que celle-ci sera banalisée et tolérée, la lutte pour que les femmes vivent en sécurité et en toute dignité se poursuivra.

Lutte contre les discriminations

Les travailleuses domestiques

À l'instar de la Coalition *La CSST pour les travailleuses et les travailleurs domestiques*, la FFQ a sommé le gouvernement québécois d'agir pour mettre fin à l'exclusion des travailleuses et des travailleurs domestiques de la couverture automatique par la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*. Il s'agit majoritairement de femmes vulnérabilisées par le faible encadrement de leurs conditions de travail. En 2008, l'absence de cette couverture automatique a été définie par la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse comme une discrimination sexiste, raciste et classiste. Lorsque les travailleuses domestiques se blessent, sont agressées ou développent des maladies du travail, elles ne sont pas automatiquement couvertes par la Loi. Elles sont parmi les seules classes de travailleuses et de travailleurs exclues de la Loi. La FFQ réclame ce changement depuis l'an 2000.

L'absence d'une législation québécoise est un cas flagrant d'inégalité entre les femmes et les hommes, puisque 83 % des travailleuses et travailleurs domestiques dans le monde sont des femmes qui souffrent de mauvaises conditions de travail et qui vivent trop souvent une violation de leurs droits humains⁷. Une convention internationale sur

le travail décent pour les travailleuses et travailleurs domestiques a d'ailleurs été adoptée en 2011 afin de mettre fin à ces violations. Plus que jamais, les gouvernements sont appelés à changer les lois de leur pays afin d'offrir aux travailleuses et aux travailleurs domestiques les mêmes protections que celles offertes à tous les autres travailleurs.

Comité des femmes immigrantes et racisées

Pour le comité des femmes immigrantes et racisées de la FFQ, 2013 fut une année pleine de défis comme de réussites. Sans aucun doute, la motivation à participer au Forum des États Généraux et de rendre visibles les enjeux des femmes immigrantes et racisées a déterminé les lignes de travail et d'action du comité.

Tout d'abord, le comité a travaillé sur son renforcement interne. Pour ce faire, les militantes se sont données pour objectif d'inclure des nouvelles femmes aux réflexions, entre autres pour accroître la représentativité de la diversité d'enjeux qui touchent les femmes immigrantes et racisées. Par ailleurs, elles ont souhaité permettre aux femmes désireuses de participer à la démarche des États généraux de le faire par l'entremise de ce comité où la solidarité, l'inclusion et le respect se retrouvent lors des rencontres et au sein des luttes. Deuxièmement, le comité a entamé cette année un long, riche et profond processus de réflexion sur les enjeux sur lesquels il se penche et sur la meilleure façon d'être efficace lors de la proposition et de la recherche de solutions. Encore une fois, l'autoformation a été un des principaux outils.

L'ensemble de ses actions a permis aux militantes du comité d'avoir une meilleure connaissance et compréhension des enjeux de la pluralité des femmes immigrantes et racisées au Québec, de les rassembler et de les

7 <http://www.ilo.org/global/topics/domestic-workers/lang-fr/index.htm>.

représenter le plus possible dans les priorités et stratégies d'action lors des États généraux.

Campagne contre les stéréotypes et le sexisme

Priorité 2013-2014 : Contrer les stéréotypes et le sexisme en développant une campagne annuelle de sensibilisation, d'éducation et d'action à forte participation citoyenne⁸.

Nul n'est besoin de démontrer que l'espace public est sexualisé et stéréotypé qu'il bombarde les personnes d'images sexistes, de femmes-objets, renforçant ainsi chaque jour davantage l'inégalité des rôles, banalisant la pornographie, la domination masculine et la violence envers les femmes. Au quotidien, ces images ont des impacts sur la perception que les femmes ont d'elles-mêmes, tout particulièrement les jeunes femmes, et sur les rapports sociaux de sexe. Les féministes du Québec, dont la FFQ, ont mené plusieurs batailles contre le sexisme, la misogynie et la violence basée sur leur sexe depuis des décennies. Des choses ont été gagnées de haute lutte, d'autres sont encore à obtenir. Mais l'on constate le retour d'un message rétrograde concernant le rôle, les désirs, les capacités et les droits des femmes.

La société doit agir fermement pour contrer ces efforts de sexualisation et de banalisation de la violence. Pour ce faire, la FFQ souhaite développer une campagne annuelle récurrente de sensibilisation, d'éducation et d'action à forte participation citoyenne. Mais, cette année, le financement n'a pas été au rendez-vous pour une telle campagne, et il y avait aussi les États généraux! Des efforts accrus seront consacrés en 2014-2015 à concrétiser cette priorité, facilités entre autres par l'arrivée d'une nouvelle responsable du développement et de la promotion.

Lutte contre la mondialisation capitaliste et patriarcale

Comité femmes et mondialisation

Le comité a poursuivi le travail entrepris depuis plusieurs années sur les thèmes suivants : la militarisation, les politiques de libéralisation et leurs effets sur les femmes, à travers notamment des recherches menées en partenariat avec l'Institut de recherches et d'études féministes et le Service aux collectivités de l'UQAM; les impacts des accords de libre-échange, particulièrement l'*Accord économique et commercial global* entre le Canada et l'Union européenne, et l'ALÉNA en place depuis 20 ans; le développement de solidarités notamment avec le peuple palestinien et particulièrement les femmes palestiniennes.

Militarisation

Le comité a produit une présentation sur *PowerPoint* et l'a diffusée lors d'événements tels le colloque précédant l'assemblée générale de la FFQ de mai 2013, une activité organisée par le Centre des femmes d'ici et d'ailleurs, le 31 octobre 2013, et le Colloque sur l'égalité femmes-hommes dans le cadre du 30^e anniversaire du Comité québécois femmes et développement, les 6 et 7 mars 2014. De plus, un dépliant intitulé *Le militarisme : des enjeux pour les femmes*, a été produit en octobre 2013. Plus de 2 000 exemplaires ont été imprimés et distribués auprès de diverses organisations.

Recherche sur les travailleuses de Walmart

Les résultats de la recherche ont donné lieu à une publication, disponible sur le site de la FFQ, *Les effets de la libéralisation des marchés sur les conditions de travail et de vie des femmes : Le cas Wal-Mart*. La recherche a été encadrée par le Service aux collectivités de l'UQAM, la FFQ, le Réseau québécois en études féministes et l'Institut d'études internationales

⁸ Cette priorité était conditionnelle à l'obtention du financement pour la réaliser.

de Montréal. Stéphanie Mayer, l'auteure de la recherche, a fait plusieurs présentations devant différents auditoires. Une activité publique s'est déroulée le 17 avril 2014 à l'UQAM.

Accords de libre-échange

Le travail sur ce point s'est fait via la participation au Réseau québécois sur l'intégration continentale qui regroupe différentes organisations de la société civile au Québec et qui assume le leadership en termes de critique et de mobilisation concernant les accords de libre-échange impliquant le Canada et le Québec. Plusieurs actions ont été entreprises dans le but d'alerter l'opinion publique et les « décideurs » canadiens et québécois sur les impacts ou effets négatifs qu'aurait, sur la société, l'*Accord économique et commercial global* entre le Canada et l'Union européenne, des effets négatifs sur, notamment, les services publics, le prix des médicaments, l'autonomie décisionnelle de l'État quant aux contrats à accorder, la consécration du droit des investisseurs. Les diverses actions réalisées n'ont pas eu l'impact public escompté étant donné entre autre le désintérêt et la désinformation auxquels donnent lieu les questions des accords de libre-échange. Il faut ajouter cependant que le travail fait par le RQIC sur l'*Accord économique et commercial global* a eu une résonance auprès d'organisations civiles européennes et a permis de développer des alliances avec certaines.

Janvier 2014 marquait les 20 ans de l'entrée en vigueur de l'*Accord de libre-échange nord-américain* (ALÉNA) signé entre les États-Unis, le Canada et le Mexique. À cette occasion, un forum trinational a eu lieu dans la ville de Mexico, du 27 au 31 janvier 2014, auquel participaient des organisations de la société civile mexicaine, québécoise, canadienne et des États-Unis. La présidente de la FFQ faisait partie de la délégation québécoise et est intervenue notamment sur les effets du néolibéralisme (incluant bien sûr les accords de libre-échange) sur la vie des

femmes en s'inspirant des États généraux et de la recherche sur les travailleuses de Walmart. Elle en a profité pour faire du réseautage en vue des activités de la Marche mondiale des femmes de 2015 et établir des liens avec certains groupes dont les préoccupations rejoignent les analyses et les actions féministes.

Les solidarités

« Femmes palestiniennes, femmes québécoises – des liens à tisser » : un bon nombre de femmes ont participé à cet atelier qui a été offert au colloque de mai 2013 précédant l'assemblée générale de la FFQ. Plusieurs questions ont porté notamment sur la vie des femmes palestiniennes, les liens entre les femmes israéliennes et celles palestiniennes, le rôle des médias dans le conflit, le sort des femmes dans la bande de Gaza, etc. De même, la délégation des femmes du Québec lors du Forum social mondial Palestine libre à Porto Alegre au Brésil, à la fin de 2012, a suscité beaucoup d'intérêt.

En ce qui concerne une éventuelle délégation de Québécoises féministes en Palestine (dont il est question depuis quelques années), il serait possible de s'allier avec l'Association pour les jumelages entre les camps de réfugiés palestiniens et les villes françaises. Cette association a déjà organisé une délégation de 40 Françaises en Palestine en novembre 2009. Une nouvelle délégation de femmes sera probablement organisée en 2014. Des liens sont à développer avec les responsables de cette association. À suivre.

Vie associative et interne

Les membres

Priorité 2013-2014 : Mieux faire connaître le travail effectué par les militantes et augmenter leur apport au rayonnement de la FFQ en développant une plus grande interaction entre les comités, les collectifs régionaux, l'équipe, le conseil d'administration et en recrutant de nouvelles militantes, et ce afin de faire bénéficier les membres des connaissances, projets et idées qui s'y développent.

La FFQ regroupe des membres individuelles et des membres associatives. Ces dernières oeuvrent sur les plans local, régional et national, et représentent des groupes de femmes ou des comités de femmes au sein d'organisations mixtes, tels des syndicats ou des organismes communautaires.

Au 31 mars 2014, la FFQ comptait 684 membres individuelles et 196 membres associatives. Au quotidien, la FFQ, c'est un conseil d'administration, un exécutif et une équipe de travail soutenus par des militantes convaincues, deux collectifs régionaux (régions de Québec et de la Montérégie) composés de membres individuelles et des comités de travail dynamiques (voir les différents comptes rendus de leurs activités dans le rapport d'activités).

Devenir membre de la FFQ peut s'accompagner d'une participation concrète à un comité de travail ou à un collectif régional, au conseil d'administration et à l'assemblée

générale annuelle. Devenir membre peut aussi être un geste politique sans obligation d'implication. Il y a de la place pour toutes! Cette année, de nouvelles stratégies de recrutement de nouvelles membres, mais aussi de consolidation du membership actuel seront développées, notamment en prévision du congrès d'orientation de novembre 2014.

La cotisation

Le membership à la FFQ n'est pas seulement une source de financement, c'est un appui politique. Le geste d'acquitter ses frais de membership à la FFQ en est un de solidarité à sa mission et à ses actions. Telle qu'adoptée à l'assemblée générale annuelle 2013, la cotisation annuelle est la suivante :

Membres individuelles: 30 \$

Membres associatives syndicales

Locales: 80 \$

Régionales: 200 \$

Nationales: 300 \$

Membres associatives communautaires

Locales: 75 \$

Régionales: 150 \$

Nationales: 200 \$

La cotisation pour les femmes à faible revenu est de 5 \$. Il est à noter qu'il est toujours possible de payer sa cotisation pour un an, deux ans ou même trois ans. L'adhésion ou le renouvellement peut se faire à tout moment via le site Internet de la FFQ.

L'assemblée générale annuelle

L'assemblée générale annuelle a eu lieu le 26 mai 2013 au Centre st-Pierre à Montréal. Les membres y ont voté les grandes priorités sur lesquelles le rapport d'activités fait le point.

La journée de l'assemblée a été précédée par la tenue d'un colloque sur l'intersectionnalité

auquel ont participé plus de 150 membres. Le concept d'intersectionnalité y a été présenté et réfléchi. Une discussion sur son application par les diverses instances et groupes alliés de la FFQ a aussi eu lieu.

Le Prix Idola St-Jean

Priorité 2013-2014 : Valoriser la reconnaissance des récipiendaires du Prix Idola St-Jean, promouvoir la FFQ et ajouter une dimension collecte de fonds en relançant le Prix, le 23 ou 24 avril prochain, lors d'un événement renouvelé.

Depuis 1991, la FFQ remet annuellement le Prix Idola St-Jean afin de souligner la contribution exceptionnelle d'une femme ou d'un groupe de femmes oeuvrant depuis plusieurs années à l'amélioration de la situation des femmes au Québec et à l'avancement du féminisme. Les récipiendaires se distinguent par leur engagement auprès des femmes, leur leadership et leurs réalisations. En 2013, faute d'effectifs et de ressources, il n'y a pas eu de remise du prix. Le Prix Idola St-Jean a aussi été suspendu pour 2014 afin de revenir avec un nouveau format, plus grandiose, pour l'année du 50^e anniversaire de la FFQ en 2016. Le conseil d'administration souhaite mieux valoriser le Prix ainsi que les femmes et les groupes de femmes qui le reçoivent.

La Maison Parent-Roback

Cette année marque le retour de la FFQ au conseil d'administration de la Maison Parent-Roback. La responsable de la gestion financière, comptable et administrative en assume la co-présidence avec la directrice du Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine. Depuis 1997,

la Maison Parent-Roback loge des groupes nationaux ou régionaux de femmes, une maison d'édition et un centre de documentation, dans le but d'améliorer la situation des femmes, d'éliminer la violence et de promouvoir la justice sociale. En matière de condition féminine, elle met en commun des outils d'éducation, de formation, de recherche, d'analyse et de diffusion.

La FFQ poursuit toujours sa participation active à la Maison Parent-Roback. Cette dernière prend une place importante dans la vie au quotidien de la FFQ en favorisant le réseautage, la collaboration, le partage d'informations, la sororité et le soutien entre les groupes de femmes qui l'occupent. La FFQ a à cœur le développement et l'avenir de cet audacieux et inspirant projet qui pourrait, qui sait, être un modèle pour d'autres organisations.

Malgré sa situation enviable dans le Vieux-Montréal, l'immeuble actuel de la Maison Parent-Roback nécessite de l'entretien et des réparations importantes qui sont difficilement envisageables financièrement pour les groupes. Depuis quelques années, les membres de la Maison recherchent un nouveau bâtiment qui correspondrait mieux aux réalités financières des groupes et qui répondrait aux critères d'accessibilité déjà adoptés. Quelques sites ont été explorés, mais aucun jusqu'à maintenant n'a répondu aux attentes des membres. Durant la prochaine année, l'exploration de sites se poursuivra et qui sait, peut-être un site plus prometteur sera trouvé.

Les communications

Priorité 2013-2014 : Continuer à améliorer les communications de la FFQ afin d'augmenter le sentiment d'appartenance et d'inclusion à

l'organisme, d'assurer la circulation de l'information, de fournir des espaces d'interactions avec les membres et le public, et de bien positionner la FFQ dans l'espace public.

L'année 2013-2014 s'inscrit sous le signe de la continuité pour les communications de la FFQ. Avec sa priorité annuelle, la FFQ a poursuivi l'utilisation des moyens de communication mis en place durant l'année 2012-2013. Les activités de communication et de promotion entourant le Forum des États généraux ont été un des moments fort pour le rayonnement de la FFQ. Par ailleurs, la FFQ a continué d'agir dans l'espace public sur différents enjeux d'actualité.

Forum des États généraux

Succès sur le plan de la participation, le Forum aura été aussi un succès sur le plan de la couverture médiatique. Les médias nationaux ont majoritairement couvert les quatre jours du Forum (Radio-Canada télévision et radio, La Presse, Le Devoir, Le Journal de Montréal et Canoë). Le Forum aura été aussi couvert par des médias indépendants ou spécialisés tels que CIBL, le Journal Ensemble ou encore La Gazette des femmes.

En plus de cette couverture importante, le Forum aura été le lieu pour expérimenter le journalisme citoyen. La FFQ a lancé un appel aux militantes féministes pour agir à titre de journalistes et documenter le Forum. Cette initiative a donné lieu à des textes très personnels sur l'expérience du Forum, mais aussi à des photos et à des vidéos. Cette équipe aura grandement contribué au rayonnement du Forum. Une initiative à renouveler!

Communications externes

Fidèle à elle-même, la FFQ a continué d'être présente dans l'espace public pour apporter

une perspective féministe intersectionnelle sur les enjeux d'actualité. La FFQ a pris une part active dans le débat entourant le projet de loi 60 (charte des valeurs). En plus d'avoir participé à de nombreuses entrevues dans les médias, la FFQ a lancé un site, « laicitefeministe.com », dans le but de mieux faire connaître sa vision féministe de la laïcité et d'élargir le débat sur des enjeux trop souvent ignorés. Le site a connu un vif succès en obtenant plus de 1 000 mentions « J'aime » en 24 heures. La FFQ est aussi intervenue sur les enjeux entourant l'emploi (assurance-emploi, travailleuses domestiques), la pauvreté et la précarité (aide sociale, réforme des régimes de retraite, assurance autonomie) et sur la violence (12 jours d'action, commémoration de Polytechnique, femmes autochtones disparues et assassinées) pour ne nommer que ceux-là. Les interventions de la FFQ se font toujours avec l'objectif de faire reconnaître le droit de toutes les femmes à la justice et à l'égalité, et de sensibiliser plus largement un public à la présence de nombreuses inégalités systémiques envers les femmes.

Répartition des communiqués 2013 - 2014

Projet de loi 60 - laïcité	19 %
Forum des États généraux	22 %
Actualités	22 %
Violence envers les femmes	16 %
Réforme de l'assurance-emploi, Journée internationale des femmes, réforme des régimes de retraite	6 %

Toujours active sur les réseaux sociaux, la FFQ est connectée avec de nombreuses membres individuelles et associatives, ainsi qu'avec des alliés via *Facebook* et *Twitter*. Depuis avril 2013, la popularité de la page de la FFQ sur le réseau *Facebook* s'accroît, passant de 3 800 mentions « J'aime » à près de 4 800. La présidente de la FFQ, Alexa Conradi, profite aussi d'un nouvel espace *blogue* sur le Huffington Post Québec, une manière

intéressante de rejoindre de nouveaux publics, de faire entendre une voix féministe dans un espace médiatique qui lui fait généralement peu de place.

Accessibilité aux activités

La FFQ est préoccupée par l'accessibilité des femmes en région à ses activités, très souvent organisées à Montréal. Elle s'est donc assurée de rendre plusieurs activités accessibles, soit par la webdiffusion, soit par la captation vidéo suivie d'une mise en ligne. Ainsi, les femmes ne pouvant se déplacer aux événements (séances de l'Upop en lien avec le Forum des États généraux, soirée sur les fondamentalismes, soirée dans le cadre du 8 mars, débat électoral) ont pu y assister à distance.

De plus, la FFQ a fait appel à des interprètes LSQ pour favoriser la participation des femmes sourdes et créer des ponts avec elles.

Communications internes

La production du bulletin mensuel, *FFQ en bref*, destiné aux membres, se poursuit. Cette initiative amorcée durant l'année 2012-2013 est devenue un espace privilégié pour communiquer avec les membres sur les dossiers qui alimentent au quotidien la FFQ. À la fois espace d'information et de réflexion, le bulletin se veut une manière de rester en lien avec les membres tout au long de l'année. Avec un taux de consultation moyen de 50 %, le bulletin obtient un intérêt certain et soutenu de la part des membres.

La parution du bulletin hebdomadaire de mobilisation continue également avec le défi supplémentaire de partager de manière plus importante des mobilisations régionales ou locales ainsi que des événements se déroulant hors Montréal. Et évidemment, le site Internet (www.ffq.qc.ca) est alimenté quotidiennement.

Le développement, la promotion et le financement

Priorité 2013-2014 : Stabiliser la situation financière de la FFQ en récoltant 680 000 \$ pour l'année 2013-2014, notamment en élargissant le bassin de donatrices et de donateurs.

Le développement financier

Le financement d'un organisme de défense des droits des femmes exige détermination et persévérance. La fragilité financière de la FFQ est bien réelle. Le gouvernement conservateur a revu les critères de financement des programmes de Condition féminine Canada, rendant extrêmement difficile le financement d'organisations telles que la FFQ et les programmes en condition féminine au niveau provincial sont quasi inexistantes. Conscientes que la FFQ ne peut compter que sur 75 000 \$ de financement annuel récurrent de l'État, en 2013-2014 et encore maintenant d'ailleurs, il faut continuer d'explorer d'autres façons d'aller chercher de l'argent, notamment en développant l'autofinancement par les dons et les commandites, mais aussi en travaillant davantage sur le recrutement de nouvelles membres et le rayonnement de la FFQ. C'est dans cette perspective que le poste dévolu auparavant au financement a été revu pour devenir un poste de responsable du développement et de la promotion de la FFQ. Une nouvelle travailleuse l'occupe depuis février 2014. Devant la perspective d'un déficit en mars 2014, des stratégies ont aussi été déployées pour éponger le déficit anticipé.

Bonne nouvelle, encore cette année et pour de bon cette fois, en mars 2014, les organisations membres du Collectif 8 mars ont accepté de verser à la FFQ 0,50 \$ pour chaque épinglette vendue pour la Journée internationale des femmes, ce qui fait une grande différence.

La solidarité des membres sera essentielle à nouveau pour 2014-2015. La réduction du financement public accentue la nécessité du militantisme. Et il est plus clair que jamais que la force de la FFQ réside aussi dans le recrutement de nouvelles membres individuelles et associatives.

Regroupement des organismes en défense collective des droits

Le Regroupement des organismes en défense collective des droits (RO-DCD) œuvre principalement à la reconnaissance de la défense collective des droits et au rehaussement du financement pour ces organismes. La FFQ y est active et siège aussi au comité de coordination. Au cours de la dernière année, le RO-DCD a organisé une campagne de cartes postales afin de sensibiliser le ministre des Finances du Québec de l'époque, Nicolas Marceau, à la réalité des organismes en défense collective des droits et à leurs besoins criants de financement. Cette campagne s'est conclue par un rassemblement devant la colline parlementaire à Québec le 13 novembre 2013.

Le RO-DCD travaille conjointement avec le Réseau québécois de l'action communautaire autonome et le Secrétariat à l'action communautaire et aux initiatives sociales à l'élaboration et à la révision de documents ministériels tels que le *Cadre de référence en matière d'action communautaire* et le *Plan d'action gouvernemental* en cette même matière. Plusieurs rencontres ont eu lieu dans la dernière année et une consultation a été menée auprès des groupes en défense

collective des droits pour connaître leurs attentes par rapport à un éventuel plan d'action.

Réseau québécois de l'action communautaire autonome

Le Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA) est l'interlocuteur privilégié du gouvernement en matière d'action communautaire autonome. Il représente 61 membres et rejoint au-delà de 4 000 organismes d'action communautaire autonome luttant partout au Québec pour une plus grande justice sociale. La FFQ y est présente pour le secteur « femmes ».

Au cours de la dernière année, le RQ-ACA s'est aussi concentré sur la révision du *Cadre de référence* et du *Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire*. Ses principales actions sont d'être à l'affût des décisions gouvernementales et des dispositions sociales qui pourraient porter préjudice à ses membres ou à l'ensemble des groupes en action communautaire autonome, et de relayer les informations pertinentes sur les mobilisations et les appels à l'action provenant de ses membres.

Annexe I

Les membres des différentes instances et les contractuelles

Le comité exécutif

Alexa Conradi, présidente

Caroline Senneville, vice-présidente aux membres associatives

Élisabeth Germain, vice-présidente aux membres individuelles

Martine Éloy, secrétaire

Louise Lafortune, trésorière

Le conseil d'administration

Présidente

Alexa Conradi, membre individuelle

Secrétaire

Martine Éloy, membre individuelle

Trésorière

Louise Lafortune, membre individuelle

Représentantes des collectifs régionaux

Élisabeth Germain

Collectif régional Léa-Roback de Québec

Lise St-Jean

Collectif régional Madeleine-Parent de la Montérégie

Représentantes des groupes nationaux

Nathalie Goulet

Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT)

Louise Riendeau

Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale

Caroline Senneville

Comité national des femmes de la Confédération des syndicats nationaux (CSN)

Elana Wright

Coalition des familles homoparentales

Représentantes des groupes régionaux

France Lavigne

Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie

Julie Leclerc
Récif O2 – Table de concertation des groupes
de femmes Saguenay – Lac-Saint-Jean

Représentantes des groupes locaux

Nancy Burrows
Centre des femmes de Verdun

Michèle St-Denis
Comité de condition féminine du Syndicat des
professeur-e-s du Cégep du Vieux-Montréal
(démission en février 2014)

*Représentantes des femmes démunies
économiquement ou subissant une double
discrimination*

Imane Mawassi
Membre individuelle

Délice Mugabo
Membre individuelle

Représentante des travailleuses

Sylvie St-Amand (jusqu'en février 2014)

Cybel Richer-Boivin (depuis février 2014)

L'équipe des travailleuses

Postes réguliers

Alexa Conradi
Présidente

Nastasia Deleville
*Responsable des communications, de la
promotion et de la recherche (jusqu'en mai
2013)*

Ève-Marie Lacasse
Coordonnatrice (jusqu'en avril 2014)

Florence Larose
*Responsable du développement et de la
promotion (depuis février 2014)*

Alice Lepetit
*Organisatrice communautaire, coordonnatrice
des États généraux (jusqu'en novembre 2013)
et responsable de la mobilisation (depuis
décembre 2013)*

Dominique Racine
*Responsable du développement financier et du
membership (jusqu'en mai 2013)*

Cybel Richer-Boivin
*Responsable des communications, de la
promotion et de la recherche (depuis mai
2013)*

Joelle Rivard
*Responsable du développement financier et du
membership (de juin à octobre 2013)*

Sylvie St-Amand
*Responsable de la gestion financière,
comptable et administrative*

Postes temporaires

Marie-Soleil Chrétien
*Organisatrice pour le Forum des États
généraux (stage de juillet à novembre 2013)*

Geneviève Gauthier
*Organisatrice communautaire, responsable de
la mobilisation (janvier 2013 à juin 2013)*

Émilie Joly
*Organisatrice chargée de la logistique pour le
Forum des États généraux (juillet 2013 à
janvier 2014)*

Mylène St-Pierre
*Agente de liaison pour les tables de travail des
États généraux (jusqu'en juin 2013)*

Ariane Sylvain-Salvador
*Organisatrice chargée de la promotion et de la
mobilisation pour le Forum des États généraux
(juillet 2013 à janvier 2014)*

*Un merci plus particulier à Elisa Fernandez
pour son soutien bénévole tout au long de
l'année*

Les comités de travail

Comité femmes immigrantes et racisées

Leila Bdeir
Imane Mawassi (membre du CA)
Anahi Morales-Hudon
Délice Mugabo (membre du CA)
Karine Myrgianie Jean-François
Alein Ortegon Gomez
Jana Tostado de Loizaga

6 rencontres dans l'année

Comité femmes âgées

Gisèle Bourret (responsable)
Micheline Bourassa
Marie Céline Domingue
Élisabeth Germain (membre du CA)
Pierrette Gratton
Ginette Plamondon
Thérèse Sénécal

4 rencontres dans l'année

Comité femmes et mondialisation

Gisèle Bourret (responsable)
Émilie Beauchesne
Marie-France Benoît
Marie Céline Domingue
Martine Éloy (membre du CA)
Geneviève Gauthier
Lorraine Guay
Lyne Kurtzman
Céline Métivier
Michèle St-Denis (membre du CA)

4 rencontres dans l'année

Comité financement et membership

Alexa Conradi (membre du CA)
Ève-Marie Lacasse (équipe de travail)
Louise Lafortune (membre du CA)
Dominique Racine (équipe de travail,
jusqu'en mai 2013)
Louise Riendeau (membre du CA)
Joelle Rivard (équipe de travail,
de juin à octobre 2013)

2 rencontres dans l'année

Comité d'élections

France Bourgault
Geneviève Gauthier (observatrice, équipe de travail)
Ève-Marie Lacasse (observatrice, équipe de travail)
Lorraine Leduc (présidente d'élection)
Carole Morache
Marie Josèphe Pigeon

5 rencontres dans l'année

Comité retraite

Gisèle Bourret (comité femmes âgées)
Alexa Conradi (membre du CA)
Marie Céline Domingue (comité femmes âgées)
Nathalie Goulet (CIAFT et membre du CA)
Michel Lizée (Régime de retraite des groupes communautaires et de femmes)
Ruth Rose (CIAFT)

3 rencontres dans l'année

Comité statuts et règlements

Élisabeth Germain (membre du CA)
Julie Leclerc (membre du CA)
Andrée Savard (appui)

Comité congrès

Alexa Conradi (membre du CA)
Martine Éloy (membre du CA)
Élisabeth Germain (membre du CA)
Ève-Marie Lacasse (équipe de travail)
France Lavigne (membre du CA)
Julie Leclerc (membre du CA)
Délice Mugabo (membre du CA)

Comité de réflexion sur la laïcité

Nancy Burrows (membre du CA)
Alexa Conradi (membre du CA)
Julie Leclerc (membre du CA)
Délice Mugabo (membre du CA)

Comité ad hoc sur les femmes et la religion

Leila Bdeir (Collective des féministes musulmanes)
Alexa Conradi (membre du CA)
Sophie de Cordes (Fédération du Québec pour le planning des naissances)
Denise Couture (L'autre parole)
Samira Laouni (membre individuelle)
Sonia Djelidi (Collective des féministes musulmanes)

2 rencontres dans l'année

Les contractuelles et les fournisseurs

Manon Allard Comptable agréée

ATTENTION design+, graphisme

Kathleen Aubert, mise en scène de la soirée d'ouverture du Forum des États généraux

Michel Berthiaume, informatique (Solutions MC)

Gilles Bienvenue, service de photocopies (Copie du Plateau)

Suzanne Biron, conception de formation, comité femmes aînées

Nicole Boily, animation de la plénière du Forum des États généraux

Gisèle Bourret, coordination du comité femmes aînées, formations

Carrefour de participation, ressourcement et formation

Cuisines collectives Hochelaga-Maisonneuve, service de traiteur

Annie Desrochers, animation

Marie-Eve Duchesne, animation de la plénière du Forum des États généraux

Ariane Émond, animation

Danielle Fournier, Relais-femmes, animation de la plénière du Forum des États généraux

Lise Gervais, Relais-femmes

Barbara Legault, formation de l'équipe de batucadas du Forum des États généraux

Katherine Macnaughton Osler, révision, rédaction de textes et appui aux communications

Bochra Manai, rédaction

Molotov Communications, site Internet de la FFQ

Francine Pelletier, animation

Resto Plateau, service de traiteur

Andrée Savard, secrétariat d'assemblées, rédaction et révision

Michèle Spieler, site Internet des États généraux

Anne St-Cerny, Relais-femmes, animation de la plénière du Forum des États généraux

Élyse Vézina, mise en scène de la soirée d'ouverture du Forum des États généraux

Annexe 2

Les rapports des collectifs régionaux

Collectif régional Léa-Roback de Québec

Le Collectif régional Léa-Roback de Québec compte 78 membres individuelles dans la région de Québec et neuf membres en Chaudière-Appalaches.

Le comité de coordination du Collectif est composé de six membres : Élisabeth Germain (responsable), Marie Céline Domingue, Virginie Larivière, Chantal Locat, Isabelle Picard et Marie-Ève Ross. Pascale Brosseau, Micheline Bélisle et Martyne Thompson ont quitté en cours d'année. Le comité de coordination s'est réuni à six reprises.

Les activités du Collectif se déroulent sur trois plans : ses activités autonomes, des participations régionales et des participations nationales.

Activités autonomes

Outre la projection de la vidéo *Féminitudes* à l'occasion de son assemblée régionale annuelle, le Collectif a commencé à présenter des soirées d'échanges féministes à l'intention des femmes de la région de Québec et des environs, dans le but de stimuler la réflexion et la solidarité entre féministes :

le 1^{er} novembre 2013, une soirée de préparation au Forum des États généraux (en collaboration avec le Regroupement des groupes de femmes de la Capitale-Nationale);

le 27 janvier 2014, une soirée sous le thème « Après le Forum »;

De plus, il a organisé le 15 avril 2014 une soirée sur le thème « Prostitution/travail du sexe/législation ».

Le Collectif décerne annuellement des Fleurons féministes québécois pour honorer des militantes de la région, membres de la FFQ, qui se signalent dans l'action collective féministe. Le fleuron de cette année a été décerné à Irène Belleau, féministe de longue date, qui depuis quelques années s'est activée pour la reconnaissance des Filles du Roy et la confection de généalogies matrilineaires. Le Collectif prépare la publication d'un recueil mettant en évidence les lauréates des cinq années d'existence des Fleurons féministes québécois : une belle inspiration pour toutes les féministes de la région et de la Fédération!

Enfin le Collectif a donné cinq animations ou conférences à divers groupes de la région et une membre a soutenu un centre de femmes dans l'élaboration et la présentation d'une pétition à propos de la retraite des femmes âgées.

Participations régionales

Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale : Membre de ce regroupement, le Collectif participe à ses assemblées. De plus, le Collectif est représenté à son comité mobilisation qui travaille notamment sur le dossier des « radios poubelles » ainsi que sur le développement d'un site Internet pour le Regroupement.
11 réunions et activités.

Coalition régionale de la Marche mondiale des femmes : Le Collectif est membre du comité de coordination de la Coalition régionale de la MMF et il a participé à l'activité de la Journée d'action contre la violence faite aux femmes le 10 décembre. Il a aussi été très actif dans l'organisation du 8 mars; une de ses membres a d'ailleurs été co-porte-parole de l'événement.
8 réunions et activités, 3 interventions médias.

Autres participations régionales : Le Collectif est membre de la Coalition pour la justice sociale. Il a participé aux débats sur l'action à entreprendre pour contrer les « radios poubelles ». 1 activité.

Activités nationales

Fédération des femmes du Québec : Le Collectif est très actif au niveau national dans la FFQ. Il envoie une membre au conseil d'administration, laquelle est également vice-présidente et participe à deux comités du conseil. Deux des membres sont très actives dans les comités femmes âgées et femmes et mondialisation. De plus, la vice-présidente et une autre membre du comité ont assuré plusieurs représentations pour la FFQ. *Conseil d'administration :* 5 rencontres. *Comité exécutif :* 11 rencontres. *Comité congrès :* 6 rencontres. *Comité statuts et règlements :* 1 rencontre. *Comité femmes âgées :* 7 rencontres. *Comité retraite :* 2 activités. *Comité femmes et mondialisation :* 4 rencontres. *Représentations :* 8 activités et 2 entrevues médias.

États généraux : Une des membres du Collectif est active au sein du comité d'orientation des États généraux. Une a participé à l'activité de formation de la table Autodétermination à Mashteuiatsh au printemps 2013. Plusieurs ont participé au Forum des États généraux, à l'animation et au secrétariat d'ateliers de délibération et de sous-plénières. Le Collectif lui-même y a assuré l'animation d'un atelier qui a eu un vif succès. *Comité d'orientation des États généraux :* 6 rencontres. *Activités :* 3.

Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes : Le Collectif est membre de la CQMMF et participe autant que possible aux rencontres nationales. 2 activités.

Collectif régional Madeleine-Parent de la Montérégie

Le Collectif a été peu actif dans la dernière année. Une réunion du comité de coordination a eu lieu à Longueuil, le 17 avril 2013; seulement trois des six membres étaient présentes. Elles ont commencé à préparer une invitation aux membres en vue de réaliser des entrevues avec certaines femmes âgées de la région, dans le but de recueillir des témoignages de féministes. Malheureusement, le comité de coordination n'y a pas donné suite, ce par manque de disponibilité.

Lise St-Jean est toujours la représentante du Collectif au conseil d'administration de la FFQ; elle y terminera son troisième mandat à l'assemblée générale de 2014.

À ce titre, elle a collaboré à l'animation d'un atelier de réflexion portant sur les collectifs régionaux, lors du colloque précédant l'assemblée générale de mai 2013 tenue à Montréal. Elle a aussi, comme ces dernières années, représenté le conseil d'administration de la FFQ au comité de sélection des Fleurons féministes remis par le Collectif régional Léa-Roback de Québec.

Au début de mars 2014, le comité de coordination était composé de trois membres: Ruth Altminc, Louisette Laforest et Lise St-Jean. Elles ont préparé une invitation à l'intention des membres à une assemblée régionale prévue à Longueuil le 30 mars 2014, avec l'espoir de relancer la vie associative du Collectif et de mandater une nouvelle représentante au conseil d'administration de la FFQ.

Annexe 3

Les alliances

Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEACF)

Coalition ad hoc pour la défense des droits des peuples autochtones

Coalition nationale contre les publicités sexistes

Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics

Collectif 8 mars

Collectif Échec à la guerre

Collectif pour un Québec sans pauvreté

Comité de veille sur les droits reproductifs (FQPN)

Groupe des 13

Ligue des droits et libertés

Maison Parent-Roback

Regroupement des organismes en défense collective des droits (RO-DCD)

Relais-femmes

Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA)

Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC)

Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI)

Annexe 4

Liste des acronymes

ADS

Analyse différenciée selon les sexes

AECG

Accord économique et commercial global

ALÉNA

Accord de libre-échange nord-américain

APTS

Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux

AQDR

Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées

AQOCI

Association québécoise des organismes de coopération internationale

AREQ

Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec

CDEACF

Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine

CIAFT

Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail

CQFD Comité québécois femmes et développement

CQMMF

Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes

CSN

Confédération des syndicats nationaux

CSQ

Centrale des syndicats du Québec

ÉG

États généraux de l'action et de l'analyse féministes

FADOQ

Fédération de l'âge d'or du Québec

FAFMRQ

Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec

FAQ

Femmes autochtones du Québec

FFQ

Fédération des femmes du Québec

FIQ

Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec

FQPN

Fédération du Québec pour le planning des naissances

FTQ

Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec

IREF

Institut de recherches et d'études féministes

IRIS

Institut de recherche et d'informations socio-économiques

LGBT

Lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres

MMF

Marche mondiale des femmes

RMFVVC

Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale

RO-DCD

Regroupement des organismes en défense collective des droits

RQ-ACA

Réseau québécois de l'action communautaire autonome

RQIC

Réseau québécois sur l'intégration continentale

RRFS-GCF

Régime de retraite des groupes
communautaires et de femmes

SFPQ

Syndicat de la fonction publique et
parapublique du Québec

SPGQ

Syndicat de professionnelles et professionnels
du gouvernement du Québec

TCRI

Table de concertation des organismes au
service des personnes réfugiées et
immigrantes

Annexe 5

Communiqués de presse

- 17 avril 2013 - Réforme de l'assurance emploi: Encore plus de précarité et de pauvreté pour les femmes
- 17 avril 2013 - Rapport D'Amours: rente de longévité, un pas dans la bonne direction
- 27 mai 2013 - Un dernier mandat à la présidence de la FFQ pour Alexa Conradi
- 29 mai 2013 - Décès du docteur Henry Morgentaler: la FFQ et la FQPN saluent la contribution de cet allié du libre choix
- 31 mai 2013 - Assurance autonomie: Attention à l'exploitation des femmes!
- 26 juillet 2013 - Les Premiers ministres canadiens réclament une enquête publique sur la disparition et l'assassinat de femmes autochtones: un pas dans la bonne direction
- 22 août 2013 - Revenus de retraite: disparité grandissante entre femmes et hommes
- 10 septembre 2013 - Charte des «valeurs québécoises»: Première réaction de la FFQ
- 20 septembre 2013 - Nominations au Conseil du statut de la femme: La FFQ dénonce une entrave à l'indépendance du CSF de la part du gouvernement
- 25 septembre 2013 - Le projet de Charte des valeurs québécoises pose la question du droit à l'égalité pour toutes les femmes
- 29 septembre 2013 - En réponse à «nosvaleurs.gouv.qc.ca»: la FFQ lance «laicitefeministe.com»
- 1er octobre 2013 - Les réformes de l'assurance-emploi: les femmes en écopent
- 28 octobre 2013 - Travailleuses domestiques: le gouvernement sommé d'agir
- 8 novembre 2013 - Un vivre ensemble qui crée de l'exclusion
- 24 novembre 2013 - Les femmes sont toujours victimes de violence parce qu'elles sont des femmes: Nier les inégalités met les femmes en danger!
- 6 décembre 2013 - Commémoration du 24^e anniversaire de la tuerie de l'École Polytechnique
- 20 janvier 2014 - Pour une laïcité sans domination - La FFQ dévoile les grandes lignes de son mémoire sur le projet de loi 60
- 21 février 2014 - Budget 2014-2015 - Déficit zéro: la facture refilée aux familles à faible revenu!
- 7 mars 2014 - Élections québécoises 2014: Pas d'avenir sans l'égalité, pas d'égalité sans les femmes
- 30 mars 2014 - Un appel aux partis pour un Québec sans inégalités

Annexe 6

Les militantes et les bénévoles des États généraux de l'action et de l'analyse féministes

Comité d'orientation (femmes ayant participé aux travaux du comité depuis sa mise sur pied à la suite du colloque de lancement des États généraux en mai 2011)

Claire Aubin
Leila Bdeir
Marie-France Benoît
Joanne Blais
Danielle Casara
Alexa Conradi
Marie-Ève Duchesne
Marie Céline Domingue
Nicole Ducharme
Martine Eloy
Lise Gervais
Samira Laouni
Véronique Leduc
Sylvie Lépine
Chantal Locat
Nadia Lopez
Katherine Macnaughton Osler
Évelyne Maltais
Sylvie Mérineau
Viviane Michel
Délice Mugabo
Karine Myrgianie Jean-François
Isabelle Paillé
Blanche Paradis
Isabelle Picard
Ana Popovic
Sandrine Ricci
France Robertson
Anne St-Cerny
Nathalie Villeneuve

Comité processus

Claire Aubin
Leila Bdeir
Marie-France Benoît
Alexa Conradi
Sylvie Mérineau
Blanche Paradis
Anne St-Cerny

Comité médias, promotion et mobilisation

Alexa Conradi,
Katherine Macnaughton Osler
Délice Mugabo
Isabelle Picard
Michèle Spieler

Comité organisateur du Forum

Danielle Fournier
Selma Kouidri
Marie-Iris Légaré
Barbara Legault
Chantal Locat

Comité de synthèse

Ève-Marie Lacasse
Lise Gervais
Berthe Lacharité
Anne St-Cerny
Danielle Fournier
Marie-France Benoît
Karine Myrgianie Jean-François
Sylvie Mérineau
Andrée Savard

Membres des tables de travail

Claire Aubin
Elsa Beaulieu Bastien
Ibticeme Benalia
Diane Bilodeau
Marie-Andrée Boivin
Floor Bruno
Giséle Camiré
Marie-Anne Casselot
Carmen Chouinard
Alexa Conradi
Sophie De Cordes
Marie-Ève Duchesne
Dana Fares
Lorraine Fontaine

Manon Fortier
Denise Fournier
Ellen Gabriel
Jeanne Gagnon
Geneviève Gauthier
Miriam Ginestier
Pénélope Guay
Asma Ibnouzahir
Christiane Lafaille
Huguette Lajeunesse
Samira Laouni
Guisline Larose
Julie Lassonde
Rebecca Lavoie
Barbara Legault
Sylvie Lépine
Valérie Létourneau
Josianne Loiseau-Boudreau
Diana Lombardi
Bohra Manai
Jessica Massé
Sylvie Mérineau
Viviane Michel
Anahi Morales
Délice Mugabo
Marie-Louise Mumbu
Karine Myrgianie Jean-François
Veronica Nordell
Joanne Ottereyes
Geneviève Pagé
Isabelle Paillé
Karine Philibert
Rosa Pires
Geneviève Plante
Sandrine Ricci
Camille Robitaille
Michèle Spieler
Mandi Thompson
Emi Togo
Jana Tostado de Loizaga
Monique Turbide
Marie-Andrée Vigeant-Provencher

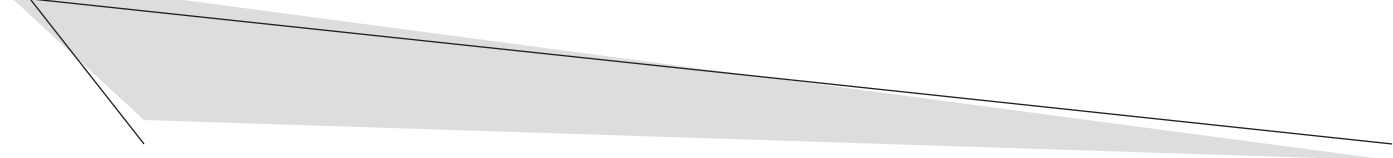
Bénévoles lors du Forum des États généraux

Maria Anastasaki
Stella Anastasaki
Nastassia Audibert
Johanne Bédard
Andréanne Béliveau-Côté
Sonia Ben Soltane
Nahil Bouchra
Johanne Brabant
Sandrine Corbeil
Monique Côté
Céline Coulombe
Marie-Michelle Demers
Manon Deschenes
Corine Dufresne-Deslières
Olivia Engo
Elisa Fernandez
Roxanne Fournier
Virginie Gagnon
Stéphanie Gingras-Dubé
Guadalupe Guerrero
Célia Guillemenot
Agnès Habis
Guitté Hartog
Micheline Healy
Anais Hélie-Martel
Zoé Hockhousen
Caroline Jacquet
France Lacoste
Louise Lafortune
Lyne Lamarre
Julie Lassonde
Jade Le Maire
Julie Leclerc
Catherine Loiseau
Silvia Martinez
Félicie Matteau
Coralie Mercerat
Catherine Miron
Alein Ortegon
Gabrielle Piché
Guylaine Poirier
Claudette Pomerleau
Emmanuelle Proulx
Judith Rouan
Cléopée Rousse

Florence S. Larose
Mélanie Sarazin
Alexandra Torres-Ribeiro
Mireille Trudelle
Sabrina Vigneux

Animatrices lors du Forum

Michèle Asselin
Myriam de Bailleu
Sophie Bellefeuille
Nicole Boily
Gabrielle Bouchard
Christina Brisson
Nicole Caron
Manon Choinière
Christine Corbeil
Stéphanie Desnoyers
Jacinthe Desrochers
Francine Ducharme
Danielle Dunn
Martine Éloy
Liane Flibotte
Danielle Fournier
Geneviève Gariépy
Marie-Andrée Gauthier
Élisabeth Germain
Lise Gervais
Nancy Guberman
Noémie Huet Gagnon
Sylvie Jochems
Claudine Labbé
Madeleine Lacombe
Carole Lejeune
Kit Malo
Sabrina Mc Fadden
Anick Paradis
Louise Picard
Guylaine Poirier
Julie Raby
Anne Richard-Webb
Anne St-Cerny
Stéphanie St-Pierre
Solène Tanguay
Diahara Traore
Cathy Wong





**Fédération des femmes
du Québec**

Fédération des femmes du Québec
110, rue Ste-Thérèse, bureau 309
Montréal, Québec
H2Y 1E6
Tél. : 514 876-0166
Télec. : 514 876-0162
ffq.qc.ca